Rapport financier semestriel au 30 juin 2015

FONCIERE ATLAND
Société anonyme
au capital de 26 116 200 €
Siège social : 10 avenue George V - PARIS (8ème)
598 500 775 RCS PARIS

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2015

- ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
- COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES ET ANNEXE AUX COMPTES
- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

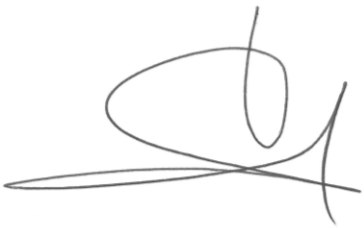
Responsable du rapport financier semestriel

Georges ROCCHIETTA, Président Directeur Général
Foncière Atland
10, avenue George V – 75 008 Paris

Attestation

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés présentés dans le Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2015 sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière et du résultat du groupe Foncière Atland, et que le rapport d'activité semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Fait à Paris, le 29 juillet 2015
Le Président Directeur Général,



Georges ROCCHIETTA

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL *6*

1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2015 7

2. CHIFFRES CLES au 30 juin 2015 9

3. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS 2015 10
3.1 Synthèse 10
3.2 Organigramme 11
3.3 Comptes consolidés semestriels 2015 et chiffres clés 12

4. ACTIF NET REEVALUE (ANR) 20
4.1 Expertise du patrimoine locatif et en cours de construction 20
4.2 Méthodes de calcul de l'ANR et ANR au 30 juin 2015 20

5. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL 22
5.1 Répartition de l'actionnariat 24
5.2 Principaux mouvements sur le capital au cours du semestre 24
5.3 Valeurs mobilières donnant accès au capital 24
5.4 Autocontrôle, contrat de liquidité 26

6. ADMINISTRATEURS ET DIRECTION GENERALE 28
6.1 Composition du Conseil d'Administration 28
6.2 Président Directeur Général 31
6.3 Comités du Conseil 31

7. PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES 33
7.1 Exposition aux risques et incertitudes 33
7.2 Gestion des risques 36

9. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES 38

8. EVENEMENTS POST–CLOTURE 38

10. EVOLUTION ET PERSPECTIVES D'AVENIR 39
10.1Conjoncture 39
10.2 Marché de l'investissement immobilier 40
10.3 Perspectives de FONCIERE ATLAND 43

II. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS *44*

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE *44*

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE *45*

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES *46*

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE *47*

NOTE I – INFORMATIONS GENERALES *48*

NOTE II - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES *51*

2.1. Déclaration de conformité 51

2.2. Utilisation d'estimation 51

2.3. Méthodes et règles d'évaluation 52

NOTE III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION *53*

NOTE IV – COMPARABILITE DES COMPTES *54*

4.1. Variation de périmètre 54
4.2. Changements de méthodes comptables 54
NOTE V – INFORMATIONS SECTORIELLES ET DONNEES CHIFFREES 57
NOTE VI – PRECISIONS SUR CERTAINS POSTES DU BILAN CONSOLIDE 61
6.1. Immeubles de placement 61
6.2. Immeubles de placement destinés à la vente 62
6.3. Actifs financiers 62
6.4. Participation dans les entreprises associées 63
6.5. Impôts différés 63
6.6. Stocks et en-cours 64
6.7. Créances clients et autres débiteurs 64
6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie 65
6.9. Capitaux propres 65
6.10. Passifs financiers courants et non courants 66
6.11. Dettes fournisseurs et autres dettes 70
6.12. Besoin en fonds de roulement 71
NOTE VII – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT 72
7.1. Chiffre d'affaires 72
7.2. Résultat financier 72
7.3. Résultat de cession net d'actifs non courants 72
7.4. Impôts sur les bénéfices 72
NOTE VIII – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES 74
8.1. Engagements hors bilan 74
8.2. Evénements postérieurs au 30 juin 2015 75
8.3. Passifs éventuels 76
8.4. Transactions avec les parties liées 76
III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 77
1. Conclusion sur les comptes 77
2. Vérification spécifique 78

I. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Le Conseil d'Administration de la Société a arrêté les comptes au 30 juin 2015 lors de sa réunion en date du 29 juillet 2015. Foncière Atland est une société d'investissement immobilier cotée (SIIC) spécialisée dans l'immobilier d'entreprise. Son activité s'organise autour de trois métiers :

- **L'investissement au travers d'opérations d'externalisations**

Engagée dans une démarche de services aux entreprises, Foncière Atland offre aux entreprises propriétaires de leurs actifs immobiliers des solutions d'externalisation dans le cadre de partenariats à long terme. En contrepartie de la signature de baux fermes longue durée, Foncière Atland offre à ses partenaires une solution immobilière complète couvrant :

  - l'acquisition de leur patrimoine immobilier,
  - la réalisation de bâtiments clés en main pour de futures implantations,
  - la rénovation et la mise en conformité des bâtiments existants.

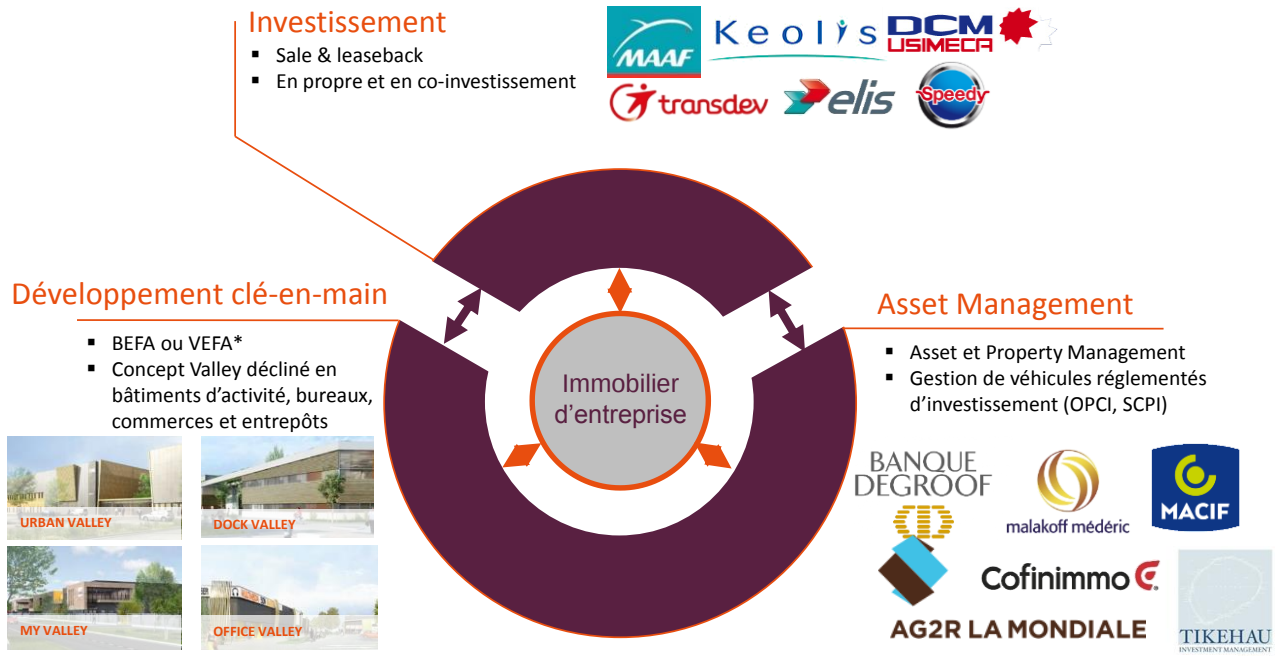
- **La construction de bâtiments clés en main (locatifs ou utilisateurs)**

Dans sa stratégie de partenaire immobilier des entreprises, Foncière Atland propose la construction de bâtiments clés en main destinés :

  - à la vente en direct à des utilisateurs,
  - ou à la location (les actifs étant alors cédés à des sociétés codétenues par Foncière Atland et des investisseurs tiers).

- **L'asset management**

Foncière Atland a également développé une activité d'asset management dans le cadre d'opérations en co-investissement avec des investisseurs tiers.



*BEFA : Bail en Etat Futur d'Achèvement
VEFA : Vente en Etat Futur d'Achèvement

1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2015

Activité construction

Le premier semestre 2015 a été marqué par la livraison des deux derniers bâtiments du parc d'activité Urban Valley à Cormeilles-en-Parisis (95) à son locataire (Castorama) le 24 avril 2015 dans le cadre d'un bail de 9 ans fermes. Ce parc d'activité désormais achevé, compte 6 bâtiments construits pour un loyer annuel de **1,2 M€** structuré en club-deal

Investissement et asset management

Investissement et revenus locatifs

Les revenus locatifs des actifs détenus en propre ont baissé de **5,6%** sur le premier semestre 2015 à la suite notamment de la cession au second semestre 2014 de 2 actifs (site commercial de Bellerive-sur-Allier – 03 – et site de Balma – 31) et malgré l'entrée dans le périmètre du portefeuille Speedy acquis au cours du premier semestre 2014 et l'acquisition fin avril 2015 d'un portefeuille de 4 commerces en région lilloise.

A périmètre constant, les loyers restent stables en raison d'une faible indexation des indices ICC et ILC.

Pour le patrimoine en propre, le taux d'occupation reste proche de **100 %** (98,2%) à fin juin 2015 pour un taux de rendement brut (loyer en base annuel rapporté au coût d'acquisition hors droits) de **8,71 %.**

Au cours de ce premier semestre, Foncière Atland a procédé à :

- L'acquisition fin avril 2015 de 4 commerces en région lilloise pour **1,8 M€ HD** et un rendement net acquéreur de **7,97%**
- L'acquisition du site Speedy de St Malo le 29 avril 2015 pour un montant de **0,1 M€** à un rendement net vendeur de **12%**
- La vente d'une surface de 1 100 m² dans son immeuble de bureau à Villejuif en avril 2015 au Conseil Général pour un prix net vendeur de **2,3 M€**

Asset management

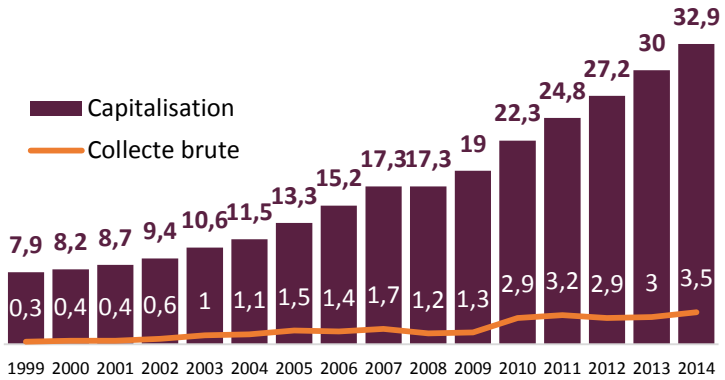
Les honoraires d'asset management facturés au 30 juin 2015 sont en repli par rapport au 30 juin 2014, conséquence de l'acquisition de deux portefeuilles immobiliers au cours du premier semestre 2014 :

- Externalisation, de 22 actifs d'exploitation appartenant au groupe Elis (leader de la location-entretien de linge et d'habillement professionnel en Europe et au Brésil), pour un coût complet d'investissement de **100 M€** ;
- Acquisition par Foncière Atland et PERIAL Asset Management auprès d'un fonds d'investissement filiale de LaSalle Investment Management d'un portefeuille de 90 centres d'entretien automobile exploités par Speedy et localisés en France représentant un coût complet d'investissement de près de **35 M€.**

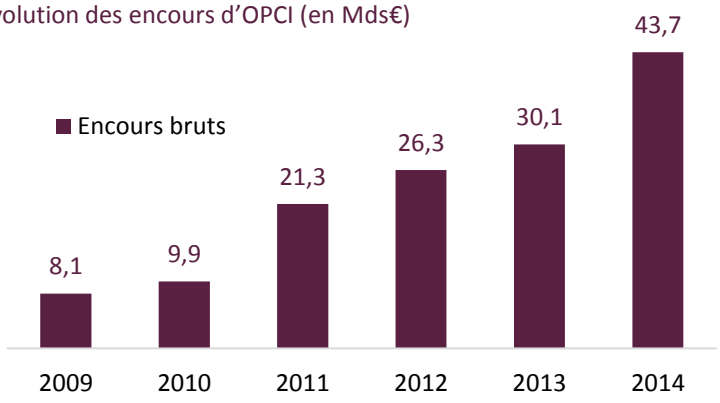
La structuration de ces portefeuilles avait permis d'appréhender des honoraires de montage en 2014.

Le premier semestre 2015 a été consacré à la recherche et au montage de nouvelles opérations. C'est ainsi que Foncière Atland a annoncé fin juin la signature d'un protocole d'achat d'une Société de Gestion de Portefeuille et de gestion de Fonds d'Investissement Alternatif (FIA) gérant actuellement environ **210 M€** d'actifs immobiliers. L'acquisition interviendra au plus tard le 30 septembre 2015 sous réserve de la levée des conditions suspensives usuelles. Foncière Atland souhaite ainsi s'appuyer sur un acteur indépendant spécialiste de l'immobilier et agréé par l'AMF pour développer une activité SCPI et OPCI et bénéficier de l'attrait croissant pour ces produits :

Evolution de la capitalisation et de la collecte des SCPI (en Mds€)



Evolution des encours d'OPCI (en Mds€)



Source : IEIF (Institut de l'Epargne Immobilière et Foncière)

- **Portefeuille sous gestion**

A la fin du premier semestre 2015, la valeur d'expertise du patrimoine locatif propre de Foncière Atland s'élève à **111,9 M€** hors droits (**119 M€** droits inclus) et **408 M€** hors droits (**432,4 M€** droits inclus) pour l'ensemble du portefeuille sous gestion). Son taux d'occupation reste élevé à **98,2 %** (**99,0 %** pour l'ensemble du portefeuille géré) et le Groupe gère près de **31,7 M€** de revenus locatifs (dont **8,9 M€** en propre) en base annuelle.

2. CHIFFRES CLES au 30 juin 2015

Les chiffres clés du patrimoine gérés sont les suivants :

Patrimoine Locatif – Foncière Atland (30/06/2015)

Surface bâtie	90 940 m²
Loyer Annualisé (hors taxes et hors charges)	8 500 K€
Valeur du patrimoine HD (1)	111,9 M€
Taux d'occupation	98,2%
Taux de rendement net (2)	8,17%
Taux de rendement brut (3)	8,71%
Durée résiduelle ferme des baux	4,2 ans

Un patrimoine qui représente :

- 76 sites
- 54 locataires
- 90 baux commerciaux

Patrimoine Locatif en co-investissement (30/06/2015)

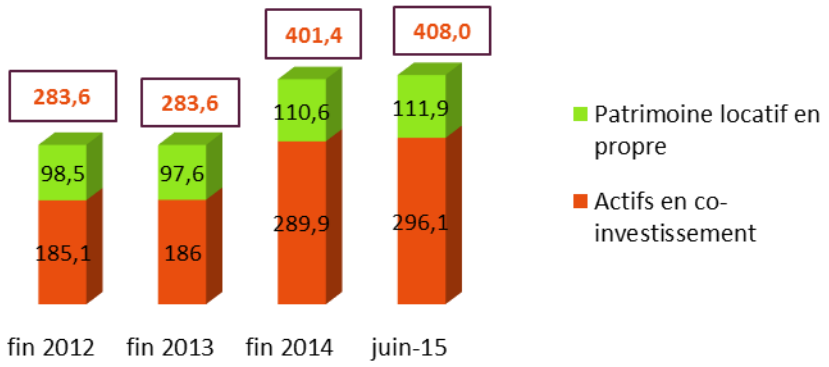
Surface bâtie	306 746 m²
Loyer Annualisé (hors taxes et hors charges)	22 782 K€
Taux d'occupation	99,1 %
Valeur du patrimoine HD (1)	296,1 M€
Taux de rendement net (2)	8,22%
Taux de rendement brut (3)	8,95%
Durée résiduelle ferme des baux	9,6 ans

Foncière Atland REIM gère à présent :

- 400 sites immobiliers sur tout la France (pleine pro et copro)
- 85 locataires
- 399 baux distincts

(1) Hors actifs en cours de construction
(2) Loyer net / Coût d'acquisition droits inclus
(3) Loyer net / valeur d'expertise hors droits

Evolution du patrimoine sous gestion (M€) – valeur d'expertise hors droits



3. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS 2015

3.1 Synthèse

La Société présente des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2015 avec en comparatif le 30 juin 2014 (sur une durée d'activité similaire de 6 mois), dernier arrêté semestriel de la société. Les comptes consolidés sont établis conformément aux normes IFRS et à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les méthodes comptables appliquées par le groupe sont identiques à celles utilisées lors de l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2014.

Le chiffre d'affaires consolidé semestriel du Groupe ressort à 6,8 M€ dégageant un résultat opérationnel récurent (*) (ou EBITDA récurrent) positif de 3,4 M€, contre respectivement 6,7 M€ et 5,0 M€ au 30 juin 2014.

Le résultat net récurrent (**) fait apparaitre un bénéfice consolidé après impôt de 0,7 M€ pour le semestre clos au 30 juin 2015 contre un bénéfice de 1,6 M€ au 30 juin 2014.

Le résultat net consolidé affiche un bénéfice de 0,7 M€ sur les 6 premiers mois de l'année 2015 contre 1,5 M€ sur la même période de 2014 (0,6 M€ en quote-part Groupe contre 1,4 M€).

En Keuros	juin-15	juin-14 (1)	juin-13
Chiffre d'affaires	**6 807**	**6 745**	**6 775**
EBITDA récurrent (*)	**3 438**	**4 989**	**3 878**
Résultat net récurrent (**)	**680**	**1 616**	**1 094**
Résultat net récurrent par action en €	*1,44 €*	*3,45 €*	*2,35 €*
Résultat net consolidé	**703**	**1 499**	**1 332**
Résultat net consolidé par action en €	*1,49 €*	*3,20 €*	*2,86 €*
Résultat net consolidé quote-part Groupe	**620**	**1 398**	**1 332**
Résultat net récurrent par action en € QP Groupe	*1,32 €*	*2,99 €*	*2,86 €*

(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d'IFRIC 21

(*) : Résultat opérationnel avant résultat des cessions et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

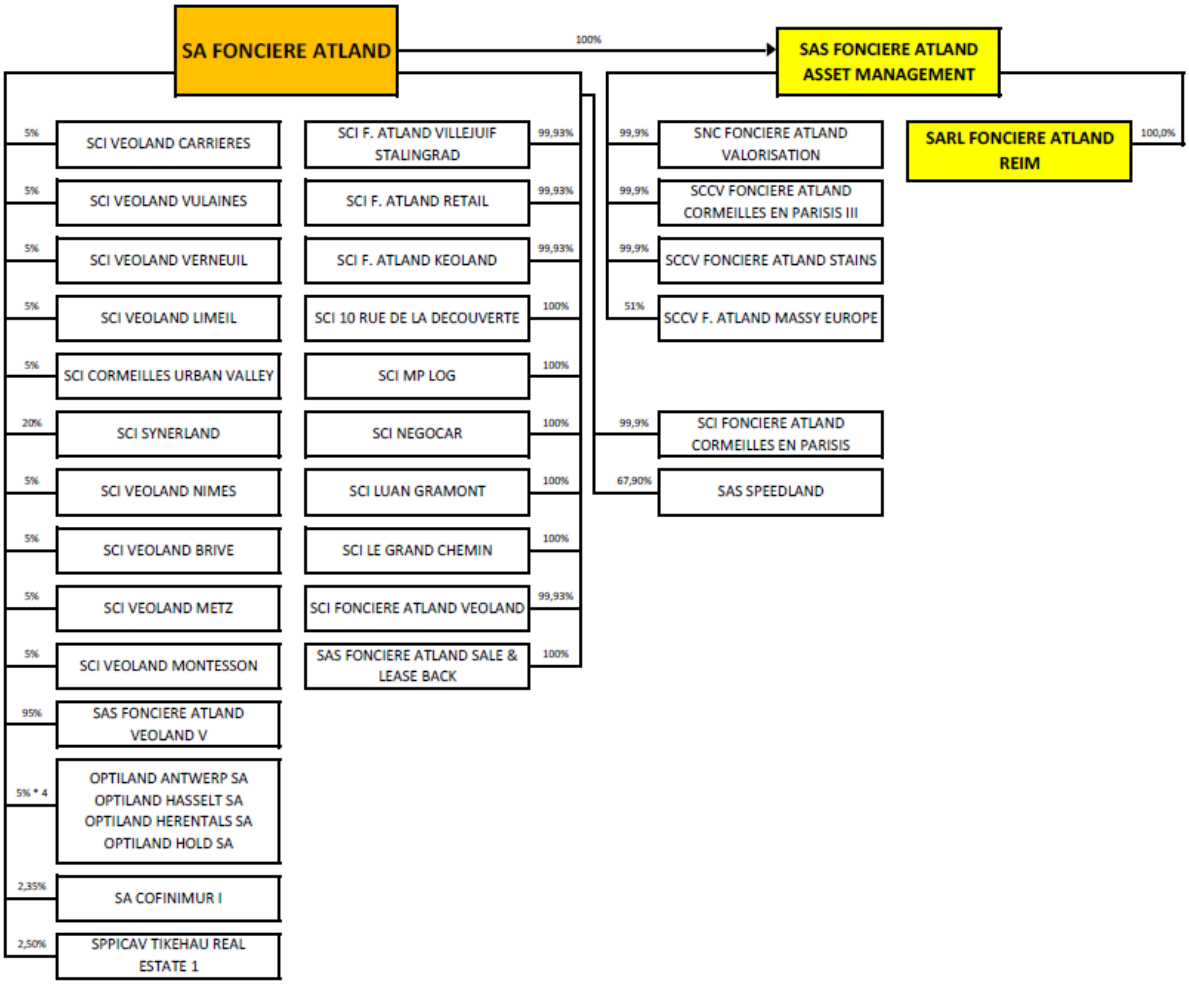
(**) : Résultat net avant variation de valeur des instruments de couverture et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

3.2 Organigramme

Foncière Atland a procédé à une réorganisation juridique du Groupe au cours du 1er semestre 2015 selon le schéma suivant :

- Constitution de la SAS Foncière Atland Participations devenue Foncière Atland Asset Management, filiale à 100% de Foncière ;
- Apport en capital à Foncière Atland Asset Management par Foncière Atland des titres de la société Foncière Atland REIM ;
- Cession à Foncière Atland Asset Management par Foncière Atland des filiales de construction-vente suivantes : Foncière Atland Valorisation, Foncière Atland Cormeilles en Parisis III, Foncière Atland Stains et F Atland Massy Europe.

L'organigramme du groupe au 30 juin 2015 est le suivant:



3.3 Comptes consolidés semestriels 2015 et chiffres clés

Les états financiers intermédiaires résumés sont les suivants :

- **Compte de résultat consolidé :**

En Keuros	juin-15	juin-14 (1)	%
Chiffre d'affaires	**6 807**	**6 745**	1%
Charges opérationnelles et prix de revient du stock	-3 460	-1 819	90%
EBITDA	**3 347**	**4 926**	-32%
Dotations aux amortissements et dépréciations	-985	-1 277	-23%
EBIT avant arbitrage	**2 363**	**3 649**	**-35%**
Cession d'actifs	-229	-	N/A
EBIT après arbitrage	**2 134**	**3 649**	**-42%**
Charges et produits financiers	-1 378	-1 672	-18%
Charges ou produits d'impôt	-129	-553	-77%
Résultat net des sociétés intégrées	**627**	**1 424**	**-56%**
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	76	75	1%
Résultat net consolidé du Groupe	**703**	**1 499**	**-53%**
Dont part revenant au Groupe	*620*	*1 398*	
Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	*83*	*101*	

(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d'IFRIC 21

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2015 se répartit de la façon suivante (K€) :

Revenus (IFRS) *En k€*	**1er semestre 2015**	**1er semestre 2014**	**Variation**
Investissement (revenus locatifs)	4 207	4 457	-6%
Construction (clé-en-main)	1 800	-	N/A
Asset management	800	2 288	271%
Total	**6 807**	**6 745**	**+ 1%**

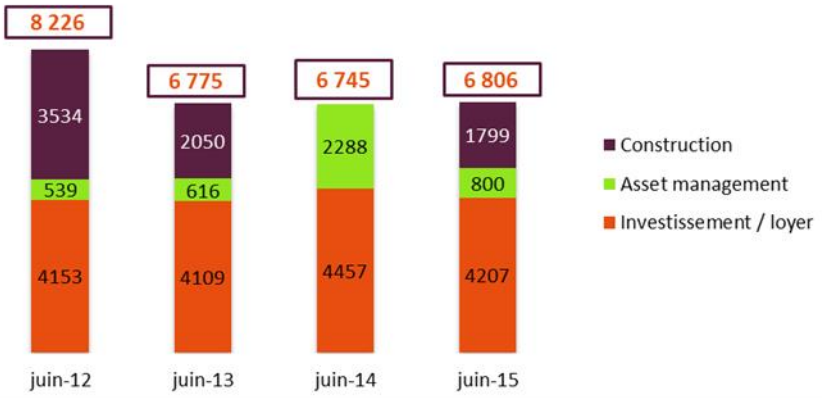
Revenus (IFRS) *En k€*	**2015**	**2014**	**Variation**
1er Trimestre	4 383	3 028	+44,7 %
2ème Trimestre	2 424	3 717	-34,8 %
Total	**6 807**	**6 745**	**+ 1 %**

Au cours du premier semestre 2015, le chiffre d'affaires consolidé de la foncière s'établit à 6,8 M€, en progression de 1% par rapport au premier semestre 2014 :

- Les revenus locatifs des actifs détenus en propre ont baissé de **5,6%** sur le premier semestre 2015 à la suite notamment de la cession au second semestre 2014 de 2 actifs (site commercial de Bellerive-sur-Allier – 03 – et site de Balma – 31) et malgré l'entrée dans le périmètre du portefeuille Speedy acquis au cours du premier semestre 2014 et l'acquisition fin avril 2015 d'un portefeuille de 4 commerces en région lilloise. A périmètre constant, les loyers restent stables en raison d'une faible indexation des indices ICC et ILC.

- Les honoraires d'asset management facturés au 30 juin 2015 sont en repli par rapport au 30 juin 2014, conséquence de l'acquisition des deux portefeuilles immobiliers Speedy et ELIS au cours du premier semestre 2014. La structuration de ces portefeuilles avait permis d'appréhender des honoraires de montage en 2014. Le premier semestre 2015 a été consacré à la recherche et au montage de nouvelles opérations. C'est ainsi que Foncière Atland a annoncé fin juin la signature d'un protocole d'achat d'une Société de Gestion de Portefeuille et de gestion de Fonds d'Investissement Alternatif (FIA).
- Le premier semestre 2015 a été marqué par la livraison des deux derniers bâtiments du parc d'activité Urban Valley à Cormeilles-en-Parisis (95) à son locataire (Castorama) le 24 avril 2015 dans le cadre d'un bail de 9 ans fermes. Ce parc d'activité désormais achevé, compte 6 bâtiments pour un loyer annuel de **1,2 M€** (structuré en club-deal).

Evolution du chiffre d'affaires semestriel sur 4 ans (K€) :



- **Bilan consolidé :**

Actif (Keuros)	juin-15	déc-14
Immeubles de placement	**78 051**	**78 710**
Dont destiné à la vente	***5 095***	-
Autres immobilisations	**6 191**	**6 186**
Créances et stock	**21 286**	**22 224**
Trésorerie disponible	**6 246**	**6 231**
TOTAL	**111 774**	**113 351**

Passif (Keuros)	juin-15	déc-14
Capitaux propres	**28 417**	**27 264**
Dettes financières long terme	**67 997**	**72 788**
Dettes financières court terme	**7 687**	**4 782**
Dont affectées aux actifs destinés à la vente	***3 341***	-
Autres dettes	**7 673**	**8 517**
TOTAL	**111 774**	**113 351**

Le retraitement des comptes annuels 2014 en application d'IFRIC 21 n'a pas eu d'impact significatif sur la situation nette

L'évolution du poste relatif aux immeubles de placement (y compris actifs destinés à la vente) est liée à :

- l'amortissement annuel des immeubles (pour mémoire, Foncière Atland n'a pas opté pour la comptabilisation à la juste valeur de ses immeubles de placement dans ses comptes consolidés)
- la cession au cours du premier semestre d'une surface de 1 100 m² dans son immeuble de Villejuif pour **2,3 M€ HD**
- l'acquisition de 4 commerces en région lilloise pour **1,8 M€ HD**

L'endettement net de Foncière Atland s'élève à (68,7) millions d'euros à fin juin 2015, contre (70,3) millions d'euros à fin décembre 2014 (y compris la juste valeur des instruments de couverture). Souscrite à long terme (durée résiduelle de 3 ans et 10 mois y/c emprunt

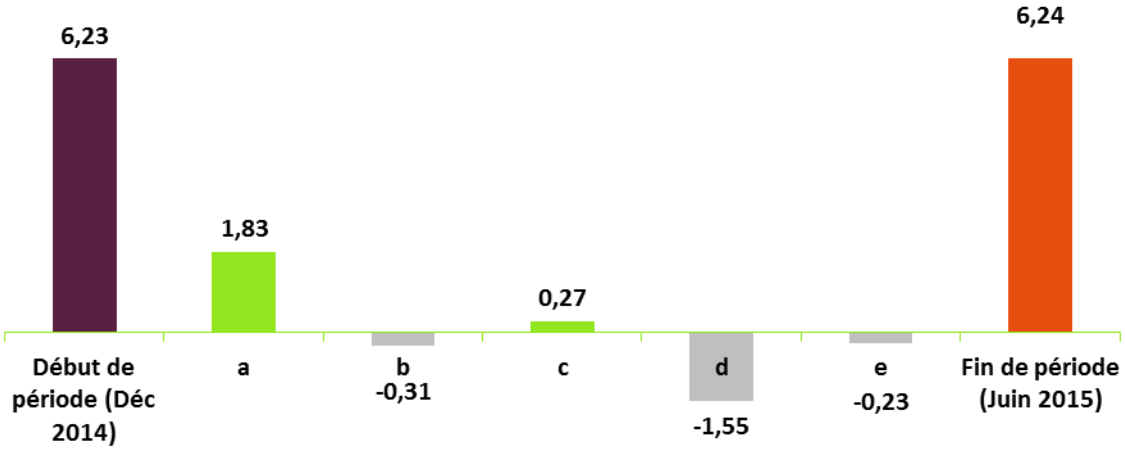
obligataire), la dette est composée d'emprunts à taux fixe (44 %) et d'emprunts à taux variable (56 %) dont 56% sont couverts par des instruments de taux, ce qui permet au groupe de présenter une couverture globale de la dette de 75% (73% hors emprunt obligataire) à fin juin 2015 contre 67% à fin décembre 2014 (65% hors emprunt obligataire) et de bénéficier des taux historiquement bas.

Le ratio endettement net sur juste valeur des actifs (composé du portefeuille locatif propre de Foncière Atland, des actifs en cours de construction à leur valeur de marché et de la juste valeur des titres des sociétés non consolidées constituées dans le cadre de partenariats et club-deals) s'élève à 57,8 % à fin juin 2015 contre 60,3 % fin 2014 (57,2 % hors impact de la juste valeur des instruments de couverture de taux contre 59,4 % à fin 2014).

A l'exception de l'emprunt obligataire de 5 M€, l'intégralité de la dette est affectée aux actifs immobilier.

○ Evolution de la trésorerie

La trésorerie disponible (net des découverts) au 30 juin 2015 s'établit à 6 246 K€ contre 6 231 K€ au 31 décembre 2014 (en M€) :



(a) Cash-Flow généré par l'activité du premier semestre 2015
(b) Fonds propres investis dans les commerces de Lille
(c) Cash-Flow issu des arbitrages (Villejuif)
(d) Remboursement de la dette MLT dans le cadre de l'amortissement contractuel des actifs
(e) Autres flux nets et Besoin en Fonds de Roulement : dépôts de garantie remboursés (Eca-Sinters 151K€)

○ Situation financière consolidée et endettement net

L'endettement net correspond aux passifs financiers ajustés (ou non) de la juste valeur active des swaps moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie :

En Keuros	30/06/2015	31/12/2014	31/12/2013
Total des passifs financiers courants et non courants	75 684	77 570	75 087
Juste valeur des Instruments dérivés à l'actif	-18	0	0
Trésorerie disponible	- 6 246	- 6 231	- 9 324
Endettement net	**69 420**	**71 339**	**65 763**
Juste valeur nette des instruments de couverture	**- 769**	**- 1 055**	**- 2 640**
Endettement net hors juste valeur des couvertures	**68 652**	**70 284**	**63 123**

○ Couverture de la dette :

Au 30 juin 2015, la dette du Groupe est couverte à 73,40 % hors emprunt obligataire (75,16 % y/c emprunt obligataire) contre 65,40 % au 31 décembre 2014 (67,63 % y/c emprunt obligataire) :

Montant en K euros	30/06/2015			31/12/2014		
	Taux fixe	Taux variable	TOTAL	Taux fixe	Taux variable	TOTAL
Emprunts et dettes financières	27 379	41 389	68 768	29 685	40 518	70 203
Obligations non convertibles	4 849	0	4 849	4 821	0	4 821
Passif financier net après gestion	**32 228**	**41 389**	**73 617**	**34 506**	**40 518**	**75 024**
En proportion hors emp. Obligataire	39,81%	60,19%	100%	42,28%	57,72%	100%
En proportion y/c emp. Obligataire	*43,78%*	*56,22%*	*100%*	*45,99%*	*54,01%*	*100%*
Passif financier net avant gestion	**32 228**	**41 389**	**73 617**	**34 506**	**40 518**	**75 024**
Couverture						
Juste valeur positive		*-18*	*-18*		*0*	*0*
Juste valeur négative		*769*	*769*		*1 055*	*1 055*
Total couverture		751	751		1 055	1 055
Passif financier net après gestion	**32 228**	**42 140**	**74 368**	**34 506**	**41 573**	**76 079**

Echéancier (En K euros)	30/06/2015			31/12/2014		
	Taux fixe	Taux variable	TOTAL	Taux fixe	Taux variable	TOTAL
Capital restant dû couvert y/c emp obligataire	32 228	23 100	55 328	34 506	16 229	50 735
Capital restant dû couvert hors emp.obligataire	27 379	23 100	50 479	29 685	16 229	45 914
% des dettes couvertes hors emp. Obligataire	100,00%	55,81 %	**73,40%**	*100,00%*	*40,05%*	***65,40%***
% des dettes couvertes totales	*100,00%*	*55,81%*	**75,16%**	*100,00%*	*40,05%*	***67,63%***

○ Loan To Value (rapport entre la juste valeur des actifs hors droits et la dette)

Au 30 juin 2015, le groupe dispose d'une structure financière qu'il considère adaptée à ses objectifs. Le niveau d'endettement net correspond à 57,80 % de la valeur de marché des immeubles de placement, des actifs en cours de construction et de la juste valeur des titres non consolidés contre un peu plus de 60% à fin 2014 (57,2% hors impact de la couverture de taux

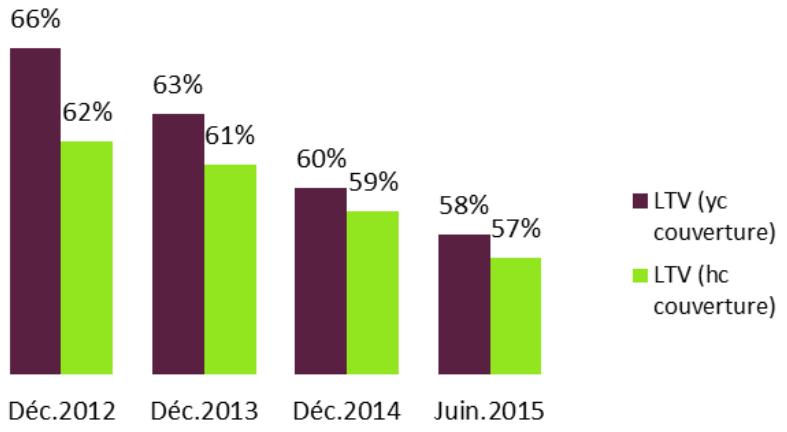
contre 59,4% à fin 2014) :

En Keuros	30/06/2015	31/12/2014	31/12/2013
Juste valeur des immeubles et des immeubles destinés à la vente	92 276	91 656	97 574
Juste valeur des actifs en cours de construction	20 659	19 869	2 717
Juste valeur des titres de participation	7 179	6 774	3 611
TOTAL juste valeur des actifs	**120 114**	**118 299**	**103 902**
Endettement net avec juste valeur des couvertures de taux	69 420	71 339	65 763
% Part de l'endettement (yc couverture) sur les actifs	**57,8 %**	**60,3%**	**63,3%**
Endettement net hors juste valeur des couvertures de taux	68 652	70 284	63 123
% Part de l'endettement (hors couverture) sur les actifs	**57,2%**	**59,4%**	**60,8%**

Cette variation est liée aux éléments suivants :

- Une hausse limitée des valeurs d'expertises des immeubles de 0,3% ;
- la contribution du cash-flow d'exploitation qui a permis de continuer à désendetter le Groupe.

Loan to Value global du portefeuille depuis décembre 2011 (juste valeur hors droits) :



- **Taux moyen de la dette :**

Le taux d'intérêt moyen du Groupe (hors emprunt obligataire) s'élève à 3,55 % au 30 juin 2015 contre 3,54% au 31 décembre 2014. Avec la dette obligataire ce taux est de 3,79% contre 3,67% au 31 décembre 2014.

- **Evolution des fonds propres consolidés**

Les fonds propres consolidés s'élèvent à 28.417 K€ au 30 juin 2015 contre 27.264 K€ au 31 décembre 2014 (27.521 K€ au 30 juin 2015 en quote-part Groupe contre 26.454 K€ au 31 décembre 2014) :

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves	Résultat	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 31 décembre 2013	**25 844**	**- 3 130**	**1 451**	**24 165**	**0**	**24 165**
Résultat 31/12/2013		1 451	- 1 451	0		0
Résultat 30/06/2014			1 398	1 398	101	1 499
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		- 419		- 419		- 419
Résultat global consolidé	**0**	**1 032**	**- 53**	**979**	**101**	**1 080**
Augmentation de capital	272	- 272		0		0
Actions propres		- 169		- 169		- 169
Paiement fondé sur des actions		17		17		17
Mouvements de périmètre				0	642	642
Autres		- 4		- 4		- 4
Au 30 juin 2014	**26 116**	**- 2 526**	**1 398**	**24 988**	**743**	**25 731**

Au 31 décembre 2014	**26 116**	**- 2 430**	**2 768**	**26 454**	**810**	**27 264**
Résultat 31/12/2014		2 768	- 2 768	0		0
Résultat 30/06/2015			620	620	83	703
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		256		256		256
Résultat global consolidé	**0**	**3 024**	**- 2 148**	**876**	**83**	**959**
Distribution				0	**3**	0
Actions propres		158		158		158
Paiement fondé sur des actions		31		31		31
Mouvements de périmètre				0		0
Autres		2		2		2
Au 30 juin 2015	**26 116**	**785**	**620**	**27 521**	**896**	**28 417**

Le retraitement des comptes annuels 2014 en application d'IFRIC 21 n'a pas d'impact significatif sur la situation nette à l'ouverture

La variation entre 2015 et 2014 s'explique principalement par le résultat net consolidé du premier semestre 2015 de 620 K€ et par la variation positive de la juste valeur positive des couvertures de taux de 256 K€.

- **Méthode comptable relative à la comptabilisation des immeubles de placement et des titres de participation**

Foncière Atland a opté pour le modèle du coût amorti et comptabilise ses immeubles de placement au coût diminué des amortissements et pertes de valeur, reflétant leur valeur d'utilité. Il en est de même pour les titres de participation non consolidés.

Dans un souci d'information et à titre de comparabilité avec les autres acteurs SIIC du marché qui ont opté pour la méthode de juste valeur, le bénéfice net en quote-part Groupe de Foncière Atland se serait élevé à 2,2 M€ au 30 juin 2015 contre un bénéfice net de 1,7 M€ en quote-part Groupe au 30 juin 2014 si le Groupe avait opté pour la comptabilisation de ses immeubles et de ses titres de participation non consolidés à leur juste valeur dans ses comptes consolidés.

En Keuros	Juin. 2015 - Coût amorti	*Retraitements*	Juin. 2015 - Juste valeur	Juin. 2014 - Juste Valeur	%
Chiffres d'affaires	**6 807**	*0*	**6 807**	**6 745**	**1%**
Charges opérationnelles et prix de revient du stock	-3 460	*0*	**-3 460**	**-1 819**	
Résultat opérationnel	**3 347**	*0*	**3 347**	**4 926**	**-32%**
Dotations aux amortissements et dépréciations	-985	*895*	**-90**	**0**	
Variation de juste valeur	0	*691*	**691**	**-993**	
Cession d'actifs	-229	*0*	**-229**	**0**	
Résultat opérationnel courant	**2 133**	***1 586***	**3 719**	**3 933**	**-5%**
Résultat financier	-1 378	*0*	**-1 378**	**-1 672**	
Charges ou produits d'impôt société	-129	*0*	**-129**	**-553**	
Résultat net des sociétés intégrées	**627**	***1 586***	**2 213**	**1 708**	**30%**
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	76	*0*	**76**	**75**	
Résultat net consolidé	**703**	***1 586***	**2 289**	**1 783**	**28%**
Résultat net consolidé en quote-part Groupe	***620***	***1 574***	***2 194***	***1 682***	**30%**

Le patrimoine sous gestion (en propre et en club-deals) est expertisé deux fois par an au 30 juin et au 31 décembre et chaque actif est visité au moins une fois tous les deux ans ou systématiquement dans le cas de la réalisation de travaux significatifs.

Le Groupe a confié les travaux de valorisation à DTZ EUREXI, société d'évaluation d'actifs immobiliers, indépendante. Le principe général repose sur l'utilisation de deux méthodes : la capitalisation des revenus qui consiste à appliquer un taux de rendement à un revenu et la méthode des flux de trésorerie actualisés qui consiste à supposer la valeur du bien égale à la somme actualisée des flux attendus y compris la revente du bien au bout de 10 ans.

Les hypothèses suivantes, communes à toutes les expertises, ont été retenues :

- Taux d'indexation annuel des loyers et des charges compris entre 1% et 2,5% par an ;
- Droits de mutation à la sortie de 6,9%, ou frais de revente de 1,8% pour les immeubles en TVA ;
- Taux de capitalisation compris entre 6% et 9% fonction des actifs et de leurs caractéristiques propres.

- **Résultat net récurrent**

Le résultat net récurrent au 30 juin 2015 (défini comme le résultat avant variation de valeur des instruments de couverture et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant) s'élève à 0,7 M€ contre 1,6 M€ 30 juin 2014 :

En Keuros	juin-15	juin-14 (1)	Var 2015/2014
Chiffre d'affaires	**6 807**	**6 745**	**62**
Charges de structure et prix de revient du stock	-3 369	-1 756	-1 613
EBITDA RECURRENT (*)	**3 438**	**4 989**	**-1 551**
Charges financières hors variation des instruments de couverture	-1 532	-1 708	*+ 176*
Résultat des cessions d'actifs	-229	0	-229
Résultat des sociétés non consolidées - club-deals	236	111	*+ 125*
Charges ou produits d'impôt	-129	-553	*+ 424*
Résultat net récurrent avant amortissement (**)	**1 785**	**2 839**	**-1 054**
Résultat net récurrent avant amortissement des actifs par action en € (***)	***3,81 €***	***6,19 €***	***-2,38 €***
Amortissement des actifs	-1 105	-1 223	*+ 118*
Résultat net récurrent (****)	**680**	**1 616**	**-936**
Résultat net récurrent par action en €	***1,44 €***	***3,45 €***	***-2,01 €***
Provisions pour dépréciation des actifs et des immeubles	180	-54	*+ 234*
Autres éléments non récurrents	-157	-63	-94
Résultat net consolidé	**703**	**1 499**	**-796**
Résultat net consolidé par action en €	***1,49 €***	***3,20 €***	***-1,71 €***
Résultat net consolidé QP Groupe	**620**	**1 398**	**-778**
Résultat net consolidé par action en € QP Groupe	***1,32 €***	***2,99 €***	***-1,67 €***

(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d'IFRIC 21

(*) : Résultat opérationnel avant résultat des cessions et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

(**) : Résultat net avant amortissement des immeubles de placement, avant variation de valeur des instruments de couverture et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

(***) : Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation

(****) : Résultat net avant variation de valeur des instruments de couverture et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

Les autres éléments non récurrents sont principalement composés des variations de valeur des instruments de couvertures enregistrées par résultat, des provisions pour dépréciation des créances clients et des dépenses non récurrentes.

4. ACTIF NET REEVALUE (ANR)

4.1 Expertise du patrimoine locatif et en cours de construction

Les expertises ont été réalisées au cours du mois de juin 2015 par le cabinet d'évaluation et de conseil DTZ Eurexi. La juste valeur des actifs immobiliers du Groupe ressort à 111,9 M€ hors droits pour le patrimoine locatif propre de Foncière Atland contre 110,6 M€ au 31 décembre 2014.

La juste valeur du patrimoine détenu dans le cadre des club-deals et des opérations de co-investissement s'élève à 296,1 M€ à fin juin 2015 contre 289,9 M€ hors droits au 31 décembre 2014.

4.2 Méthodes de calcul de l'ANR et ANR au 30 juin 2015

Les Foncières communiquent sur la base de leur ANR EPRA et ANR EPRA Triple net par action qui permettent une comparaison avec leur capitalisation boursière. Ces ANR sont calculés à partir des comptes consolidés.

- L'ANR EPRA correspond à la valeur des capitaux propres consolidés en normes IFRS (Réévaluation des immeubles de placements à la juste valeur) après retraitement de la juste valeur des instruments de couverture de la dette bancaire, augmentée du montant des obligations remboursables en actions (OSRA) et de la valeur qui résulterait de l'exercice des bons de souscriptions (BSA) le cas échéant.

- L'ANR EPRA Triple net correspond à l'ANR EPRA après prise en compte de la juste valeur des instruments de couverture.

L'objectif de l'ANR EPRA est de mesurer la valeur de la Société sur le long terme alors que l'ANR Triple net permet d'appréhender une valeur spot, à un instant T, après avoir mis à la juste valeur l'ensemble des postes d'actifs et de passifs du bilan de la Société.

Foncière Atland présente un ANR de liquidation et un ANR de reconstitution :

ANR de liquidation : il s'agit de la valeur du patrimoine hors droits de mutation sur les titres et les immeubles de placement.

ANR de reconstitution : il permet de mesurer la valeur du patrimoine en incluant les droits et frais d'acquisition des actifs pour un acquéreur potentiel.

Changement de modalité d'évaluation de l'ANR de Foncière Atland au 30 juin 2015 :

Pour mémoire, l'ANR publié par le Groupe ne tenait pas compte, jusqu'à présent, de la valeur de l'activité de gestion pour compte de tiers assurée par la société Foncière Atland REIM compte tenu de la jeunesse de cette activité. Celle-ci a désormais atteint une maturité suffisante et bénéficie de flux d'honoraires récurrents et sécurisés.

Pour la première fois au 31 décembre 2014, cette activité a fait donc l'objet d'une évaluation par un expert indépendant, Accuracy, sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie prévisionnelle assortie d'une valeur terminale basée sur un cash-flow normatif. Accuracy détermine une fourchette d'évaluation afin de prendre en compte différents scénarios.

Au 30 juin 2015, sur cette nouvelle base de calcul, l'ANR se présente comme suit :

En Keuros	Montants totaux en Keuros			Montants par action en €		
	31-déc-14	30-juin-15	Evolution %	31-déc-14	30-juin-15	Evolution %
Nombre d'actions en fin de période (dilué hors autocontrôle	468 740	471 224		468 740	471 224	
ANR COMPTABLE IFRS part du Groupe	**26 454**	**27 521**	**4,0%**	**56,44 €**	**58,40 €**	**3,5%**
Réévaluation des immeubles de placement et des titres non consolidés	14 200	15 797		30,29 €	33,52 €	
Réévaluation des actifs en développement	3 182	3 188		6,79 €	6,77 €	
Réévaluation de de l'activité de gestion	4 804	4 804		10,25 €	10,19 €	
Retraitement de la juste valeur des instruments de couverture	1 056	751		2,25 €	1,59 €	
ANR EPRA	**49 695**	**52 061**	**4,8%**	**106,02 €**	**110,48 €**	**4,2%**
Retraitement de la juste valeur des instruments de couverture	-1 056	-751		-2,25 €	-1,59 €	
Impôts différés sur secteur non SIIC (a)	-1 259	-1 261		-2,69 €	-2,68 €	
ANR EPRA Triple Net	**47 380**	**50 049**	**5,6%**	**101,08 €**	**106,21 €**	**5,1%**
Droits de mutation	6 448	6 635		13,76 €	14,08 €	
ANR Triple Net EPRA de remplacement	**53 828**	**56 684**	**5,3%**	**114,84 €**	**120,29 €**	**4,8%**
ANR EPRA de remplacement	**56 143**	**58 696**	**4,5%**	**119,77 €**	**124,56 €**	**4,0%**

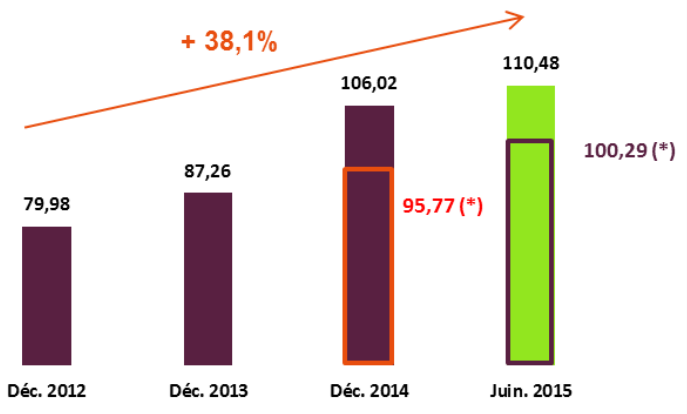
(a) Concernant la fiscalité latente sur le pôle gestion locative pour compte de tiers, celle-ci est calculée au taux de 34,43% pur les titres détenus depuis moins de deux ans et au taux de 4,13% pour les titres détenus depuis plus de 2 ans.

Au 30 juin 2015, l'ANR EPRA par action s'établit à 110,48 € et l'ANR Triple Net par action à 106,21 € en valeur de liquidation (respectivement +4,2 % et +5,1 % par rapport au 31 décembre 2014).

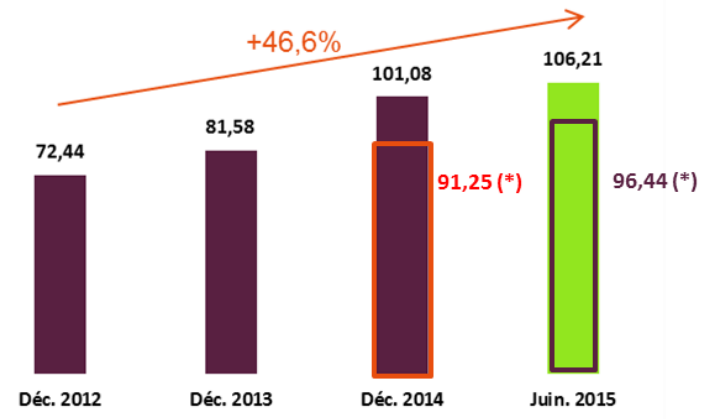
La synthèse et l'évolution de l'ANR se présentent comme suit :

en € par action	Juin 2015	Déc. 2014	%
ANR EPRA (liquidation)	110,48	106,02	*+ 4,2 %*
ANR EPRA (reconstitution)	124,56	119,77	*+ 4,0 %*
ANR EPRA triple net (liquidation)	106,21	101,08	*+ 5,1 %*
ANR EPRA triple net (reconstitution)	120,29	114,84	*+ 4,8 %*

ANR EPRA (liquidation) (€/action)



ANR TRIPLE NET (€/action)



(*) hors valorisation du pôle gestion

5. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL

Au 30 juin 2015, la composition de l'actionnariat de la société est la suivante :

	Nombre d'actions	% de détention du capital	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
Atland S.A.S.	259 062	54,56%	407 526	**52,44%**
M. Georges Rocchietta	1	0,00%	2	**0,00%**
Finatlas	0	0,00%	0	**0,00%**
Finexia S.a.r.l	10 436	2,20%	20 872	**2,69%**
M. Lionel Védie de la Heslière	0	0,00%	0	**0,00%**
XEOS S.A.	0	0,00%	0	**0,00%**
Concert	**269 499**	**56,76%**	**428 400**	**55,12%**
Crédit Foncier (SIPARI)	92 160	19,41%	184 320	**23,72%**
Tikehau Capital Partners	45 440	9,57%	90 880	**11,69%**
Autres	64 125	13,50%	73 584	**9,47%**
Autocontrôle	3 616	0,76%	0	**0,00%**
Total (*)	**474 840**	**100,00%**	**777 184**	**100,00%**

(*) Y compris effet dilutif actions gratuites

Les 3 principaux actionnaires sont :

SIPARI, un actionnaire facilitateur d'obtention de financements

Entrée au capital de Foncière Atland en décembre 2006 à l'occasion de l'exercice de bons de souscription d'actions, SIPARI, filiale du Crédit Foncier de France détient **19,41%** du capital de Foncière Atland au 30 juin 2015.

► Le Crédit Foncier : un rôle central sur les marchés immobiliers

Le Crédit Foncier est la première société spécialisée dans les financements et services immobiliers en France. Filiale à 100 % du Groupe BPCE, 2ème groupe bancaire en France, le Crédit Foncier s'adresse à l'ensemble des acteurs qui, à un titre ou à un autre, ont besoin d'une expertise et d'une compétence unique pour trouver une réponse à la mesure de leurs besoins immobiliers : les particuliers bien entendu, mais aussi les professionnels, les investisseurs et les collectivités locales. A tous, le Crédit Foncier apporte ses capacités d'innovation et de créativité, ainsi que son expérience d'un marché sur lequel il agit depuis plus de 160 ans.

► Le Crédit Foncier se déploie autour des cinq grands métiers :

- le financement immobilier des particuliers,
- le financement des investisseurs et des professionnels de l'immobilier,
- le financement des équipements publics,
- les services immobiliers,
- les opérations financières avec le refinancement.

Tikehau, un actionnaire bénéficiant d'une solide expérience

Entré au capital de Foncière Atland en décembre 2006 à l'occasion de l'exercice de bons de souscription d'actions, le groupe Tikehau Capital détient fin juin 2015 **9,57 %** du capital de Foncière Atland.

Fondé il y a 10 ans par Antoine Flamarion et Mathieu Chabran, le groupe Tikehau est un acteur

indépendant de l'investissement. Aujourd'hui animé et contrôlé par ses fondateurs et un collège d'associés, le groupe développe une activité d'investissement en Europe et dans le reste du monde sur un ensemble de classes d'actifs, notamment le credit, l'equity et l'immobilier. Tikehau a accéléré son développement ces dernières années avec un focus important sur les segments (i) obligataire/dette privée à travers sa plateforme d'asset management – Tikehau IM – gérant à ce jour plus de 3,8 Mds€ et (ii) equity à travers avec les plateformes d'investissement, Salvepar et TCP, portant ainsi le total sous gestion par le groupe à près de 5,0 Mds€ (AUM, mandats de conseils et fonds propres). Le groupe accélère par ailleurs son développement à l'étranger avec des filiales opérationnelles à Londres depuis 2013 et à Singapour depuis septembre 2014 ainsi qu'à travers l'ouverture de bureaux dans certains pays européens (Bruxelles, Milan, Madrid).

Les investisseurs et actionnaires du groupe rassemblent aussi bien les familles industrielles et les personnalités reconnues du monde des affaires qui ont accompagné Tikehau depuis ses débuts, que des acteurs institutionnels tels que le Crédit Mutuel Arkéa, UniCredit, Amundi, MASCF, CARAC, etc.

Atland S.A.S, une maison mère gage de compétences

Actionnaire historique et majoritaire, Atland S.A.S. détient **54,56 %** du capital de Foncière Atland au 30 juin 2015. A ce titre, Foncière Atland est contrôlée par Atland S.A.S. au sens des articles l. 233-3 et l. 233-16 du Code de commerce.

- Un gage de compétences

Atland SAS offre la capacité à Foncière Atland de disposer d'équipes compétentes pouvant piloter des projets complexes et variés. Les différents corps de métier et le niveau d'expérience des collaborateurs au sein du groupe Atland assurent à Foncière Atland un niveau de compétences lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance et de développer des opérations de construction de bâtiments clé en main.

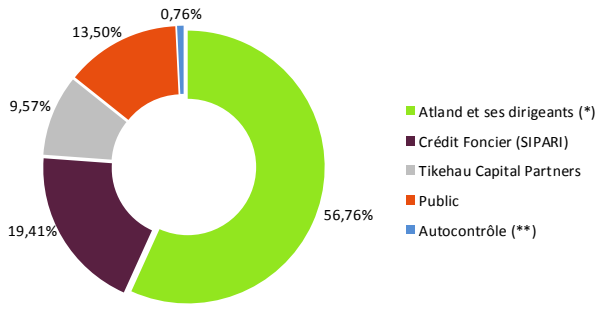
- Des compétences multi-secteurs

Le panel de compétences des équipes du groupe permet d'intervenir sur tous types d'actifs (entrepôts, commerces, bureaux) dans des conditions maîtrisées de risque.

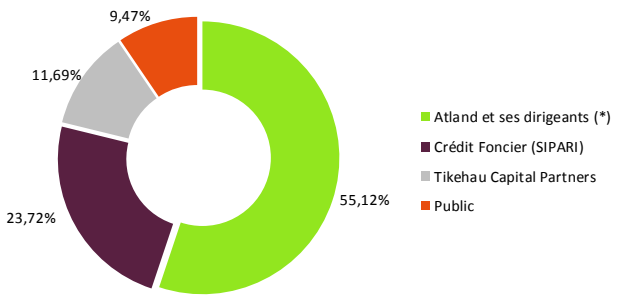
- Des fonctions supports

Atland SAS accompagne Foncière Atland, au travers d'un contrat de prestations de services de management et une convention d'assistance administrative, dans les domaines juridique, comptable, financier et la conseille dans ses choix managériaux et stratégiques.

Répartition du capital



Répartition des droits de votes



(*) : Georges Rocchietta, ATLAND SAS, FINEXIA, FINATLAS, XEOS et Lionel Vedie de la Hesliere
(**) : Titres rachetés dans le cadre du contrat de liquidité

5.1 Répartition de l'actionnariat

Au 30 juin 2015, Atland SAS détient 259.062 actions et 407.526 voix (110.598 droits de vote simple et 148.464 droits de vote double), soit respectivement 54,56% du capital et 52,44 % des droits de vote de la société.

Au titre du concert entre Atland et ses dirigeants (MM. Rocchietta, Védie de La Heslière et les sociétés XEOS, FINATLAS et FINEXIA), la détention capitalistique représente 269.499 actions et 428.400 droits de vote soit respectivement 56,76 % du capital et 55,12 % des droits de vote.

Les autres actionnaires nominatifs détenant plus de 2 % possèdent 137.600 actions et 275.200 droits de vote, soit 28,98 % en capital et 35,41 % en droits de vote (Tikehau Capital Partners 45.440 actions et 90.880 droits de vote, Sipari 92.160 actions et 184.320 droits de vote).

L'auto détention (auto contrôle et contrat de liquidité) représente 3.616 actions, soit 0,76 % du capital sans droits de vote dont 1 906 actions au titre du contrat de liquidité.

Le flottant (reste du capital) représente 64.125 actions et 73.584 droits de vote, soit 13,50 % en capital et 9,47 % en droits de vote.

5.2 Principaux mouvements sur le capital au cours du semestre

Le capital social n'a pas varié au cours du premier semestre 2015.

5.3 Valeurs mobilières donnant accès au capital

A l'exception des actions gratuites attribuées aux cadres dirigeants du Groupe, il n'y a pas de produits en circulation pouvant donner accès au capital.

Options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux et aux salariés

Aucun dispositif permettant l'attribution aux salariés et aux dirigeants d'options de souscription et/ou d'achat d'actions n'est actuellement autorisé.

Attribution d'actions consenties aux mandataires sociaux et aux salariés

L'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2014, dans sa dixième résolution, a autorisé le Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés et/ou de dirigeants mandataires sociaux de la Société ou d'entités liées, dans la limite de 4% du capital social et pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 6 juillet 2017.

I – Attributions d'actions gratuites en vigueur

Attributions au cours du premier semestre 2015

Aucune action gratuite n'a été attribuée au cours du premier semestre 2015.

Attributions au cours de l'exercice 2014

Au cours de sa séance du 6 mars 2014, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à l'attribution gratuite de 1.640 actions dont l'attribution définitive est soumise à une condition de présence du bénéficiaire à cette date.

Attributions au cours de l'exercice 2013

Aucune action gratuite n'a été attribuée au cours de l'année 2013.

II – Constatation d'acquisition définitive d'actions gratuites

Constatation de l'acquisition d'actions (attribuées en 2012) au cours du Conseil d'Administration du 6 mars 2014

Il est rappelé que le Conseil d'Administration du 5 mars 2012 a décidé, sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 17 mai 2011, d'attribuer gratuitement 1.900 actions sans condition et 4.150 actions conditionnées. Le Conseil d'Administration après en avoir délibéré et sur avis du comité des rémunérations a constaté l'attribution définitive de 4.950 actions gratuites.
A la clôture des cours le 5 mars 2012, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 57 € par action.
En conséquence de la décision d'attribution définitive de 4.950 actions, le Conseil du 6 mars 2014 a décidé d'augmenter le capital social de 272.250 € par création de 4.950 actions de 55 € et par prélèvement de la somme de 272.250 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 789.692 € à 517.442 €. Le Conseil a pris acte, en conséquence, de ce que le capital social s'élève désormais à 26.116.200 €, divisé en 474.840 actions de 55 € de valeur nominale.

III - Synthèse des plans d'attribution des actions gratuites encours

La société a émis 8 plans d'actions gratuites dont un est encore en cours selon le détail suivant (attribution le 6 mars 2014) :

Plan	Nombre d'actions atribuées	Date d'attribution des actions	Date d'acquisition prévisionnelle des actions
8	**1 640**	06/03/2014	06/03/2016

Par ailleurs, la participation des salariés dans Foncière Atland au travers de PEE ou FCPE est nulle.

5.4 Autocontrôle, contrat de liquidité

La Société a signé un contrat de liquidité en conformité avec la réglementation en vigueur, et notamment avec les dispositions du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 et la décision AMF du 22 mars 2005 concernant l'acceptation des contrats de liquidité en tant que pratique de marché complémentaire admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2015 a autorisé le Conseil d'Administration, pour une durée de dix-huit mois, à acquérir un nombre d'actions de la société représentant un montant maximum de 1,30 % du capital de la Société ajusté des opérations postérieures à la présente assemblée affectant le capital et a autorisé le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Le programme de rachat a été mis en œuvre aux conditions évoquées ci-dessous, pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2015. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie et mise en œuvre sous la septième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2014.

Le descriptif du programme de rachat et le descriptif modifié ont été publiés dans les conditions requises.

Synthèse des principales caractéristiques du programme de rachat d'actions

- **Titres concernés**

Actions ordinaires cotées sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C).

- **Part maximale de capital**

Le nombre d'actions que la Société aura la faculté d'acquérir au cours du programme de rachat d'actions est limité à 1,30 % des actions composant le capital de la Société à la date du 13 mai 2015.

- **Prix d'achat unitaire maximum autorisé**

80 €
En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente autorisation ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, le prix unitaire maximum ci-dessus visé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce que sera ce nombre après l'opération.

- **Montant maximal alloué à la mise en œuvre du programme de rachat d'actions**

517.440 €

- **Objectifs du programme de rachat (par ordre de priorité)**

- l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF,

- l'acquisition d'actions aux fins de conservation et de remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe en tant que pratique admise par l'AMF,
- l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise,
- l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société lors de l'exercice des droits attachés à ces titres, et ce conformément à la réglementation en vigueur,
- l'annulation éventuelle des actions acquises, en application de la neuvième résolution à caractère extraordinaire de l'assemblée générale du 6 mai 2014.

▪ **Durée du programme proposé**

Le programme de rachat d'actions a été autorisé pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de l'assemblée générale ordinaire ayant délivré ladite autorisation, soit jusqu'au 13 novembre 2016.

▪ **Pouvoirs conférés au Conseil d'Administration avec faculté de délégation**

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2015 a conféré au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la Loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider la mise en œuvre de la présente autorisation,
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation en vigueur,
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Mise en œuvre du programme de rachat d'actions au cours du premier semestre 2013

▪ **Contrat de liquidité**

Au titre du contrat de liquidité, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité au 30 juin 2015 :

- 1.906 titres

Il a en effet été procédé, sur la période du 1er janvier 2015 au 30 juin 2015, à l'achat de 425 titres et à la vente de 659 titres. Au 30 juin 2015, le volume d'actions propres via le contrat de liquidité s'élevait à 1.906 titres, soit 0,40 % du capital de la Société. Pour mémoire, la Société détenait 2.140 actions propres au 31 décembre 2014 dans le cadre du contrat de liquidité.

425 actions ont été achetées au cours moyen de 73,57 € et 659 actions ont été vendues au cours moyen de 72,78 €. Ces opérations concernent exclusivement l'animation boursière sur le titre.

Le coût du contrat de liquidité s'élève à 15.000 € hors taxes annuel.

- **Rachat d'actions par la société**

Hors contrat de liquidité, Foncière Atland détient également 1 710 titres au prix moyen de 66,68 € / action.

En conséquence, au 30 juin 2015, l'auto-détention par Foncière Atland de ses propres titres était de 3.616 actions, lesquelles sont privées de droit de vote, soit 0,76% du capital social.

6. ADMINISTRATEURS ET DIRECTION GENERALE

6.1 Composition du Conseil d'Administration

Au 30 juin 2015 et après l'assemblée générale qui s'est tenue le 13 mai 2015, la composition du conseil était la suivante :

– Monsieur Georges ROCCHIETTA, président-directeur général
né le 24 juin 1964 à Nice (06)
de nationalité française
demeurant à PARIS (8ème) 10, avenue George V
Date de première nomination : 22 février 2006
Date de début du mandat en cours : 13 mai 2015
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2018 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

– Monsieur Jacques LARRETCHE, administrateur indépendant
né le 22 novembre 1943 à Boulogne Billancourt (92)
de nationalité française
demeurant à PARIS (75007) 50, rue de Bourgogne
Date de première nomination : 11 janvier 2006
Date de début du mandat en cours : 13 mai 2015
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2018 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

– La société ATLAND, administrateur
représentée par Monsieur Lionel VEDIE DE LA HESLIERE
né le 19 août 1953 à Rouen (76) de nationalité française
demeurant Zoute 843 - résidence Lekkerbek - 8300 KNOKKE – BELGIQUE
Date de première nomination : 11 janvier 2006
Date de début du mandat en cours : 13 mai 2015
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2018 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

– Monsieur Jean-Louis CHARON, administrateur indépendant
né le 13 octobre 1957 à Moulins (03)
de nationalité française
demeurant à PARIS (6ème) 135 boulevard Saint Germain
Date de première nomination : 11 janvier 2006
Date de début du mandat en cours : 13 mai 2015
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2018 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

– La société SIPARI, administrateur
représentée par Monsieur Pierre ADIER

né le 9 septembre 1965 à Saint Rémy (71)
de nationalité française
demeurant à PARIS (19ème) 3, villa des Buttes Chaumont
Date de première nomination : 07 février 2007
Date de début du mandat en cours : 15 mai 2013
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2016 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

– Monsieur Hervé LORTHIOIS, administrateur indépendant
né le 14 juin 1949 à Tourcoing (59)
de nationalité française
demeurant à PARIS (75008) 33, rue de Lisbonne
Date de première nomination : 27 juillet 2007
Date de début du mandat en cours : 15 mai 2013
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2016 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

– Madame Geneviève VAUDELIN-MARTIN, administratrice indépendante
née le 4 décembre 1955 à Digoin (71)
de nationalité française
demeurant à MONTCEAU LES MINES (71300) 15, quai du général de Gaulle
Date de première nomination : 16 mai 2012
Date de début du mandat en cours : 13 mai 2015
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2018 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

– Madame Alexa ATTIAS, administratrice indépendante
née 27 août 1976
de nationalité française
demeurant à Neuilly sur Seine (92200) 17, rue Berteaux Dumas
Date de première nomination : 13 mai 2015
Date de début du mandat en cours : 13 mai 2015
Date d'expiration du mandat en cours : Assemblée Générale à tenir en 2018 aux fins de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Conformément aux statuts, chaque administrateur de la Société doit détenir au minimum une action.

Cinq administrateurs indépendants au sens du rapport AFEP/MEDEF (sur les huit) siègent au Conseil d'administration ; étant considéré comme indépendant tout administrateur qui « n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, son groupe ou sa direction qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement ».

Les mandats de Messieurs Jacques LARRETCHE, Georges ROCCHIETTA, Jean-Louis CHARON, de Madame Geneviève VAUDELIN-MARTIN, de la société ATLAND, représentée par Monsieur Lionel VEDIE DE LA HESLIERE ont été renouvelé lors de l'assemblée générale du 13 mai 2015.

Georges ROCCHIETTA
Diplômé de l'ESSEC MG et de l'ISG, Georges Rocchietta est le co-fondateur du groupe immobilier Atland en 2003. Ex-DG de Kaufman & Broad Développement, il a notamment participé en 1990 à la création de Park Promotion cédée à Kaufman & Broad.

ATLAND S.A.S. (représentée par Lionel VEDIE de LA HESLIERE)
Diplômé de l'ISG et titulaire d'une maîtrise de droit, Lionel Védie de la Helslière est le co-fondateur

du groupe immobilier Atland en 2003. En 1999, il a été le co-fondateur de Park Promotion cédée en 1999 à Kaufman & Broad puis le co-fondateur de Une Pièce en Plus, vendue en 2000 au britannique Abbey Montmore.

Jean-Louis CHARON
X Ponts, Jean-Louis Charon commence sa carrière au Ministère de l´Industrie en charge du bureau des investissements étrangers. Il devient ensuite Directeur au sein de GE Medical System, puis Administrateur-Gérant de GEC Thomson Airborne Radars. Directeur Général en 1995 du pôle immobilier de Vivendi Universal, il organise le LBO sur Nexity, dont il intègre le Directoire puis le Conseil de Surveillance. Après la création de Nexstar Capital en partenariat avec LBO France, il crée City Star Capital.

Jacques LARRETCHE
Diplômé de HEC, Jacques Larretche débute sa carrière à la banque Rothschild, jusqu'à la nationalisation de celle-ci en 1982 où il rejoint alors l'Européenne de Banque. En 1990, il devient Secrétaire Général de la Compagnie Financière de l'Arche puis prend les fonctions de Président du Directoire de la Socfim dans le groupe Caisse d'Epargne de 1993 à 2005.

SIPARI (représentée par Pierre ADIER)
Diplômé de l'IFAG, Pierre Adier débute sa carrière dans la Banque La Hénin en qualité de responsable de gestion de patrimoine. Il rejoint en 1992 le Crédit Foncier où il occupe plusieurs fonctions. Expert immobilier à Paris et en province, il est ensuite chargé d'affaires immobilières senior. En 2001, il est nommé directeur de Foncier Consultants puis Directeur de l'investissement immobilier en 2005. Il est aujourd'hui Président de Sipari, filiale du Crédit Foncier de France.

Hervé LORTHIOIS
Expert-comptable et diplômé de l'ESCAE, Hervé Lorthiois débute sa carrière dans l'audit et l'expertise comptable au sein de PW&Co, puis à la Direction Financière de la Française des Jeux. Il crée ensuite une société textile, vendue en 1995. Jusqu'au début de l'année 2008, il occupe le poste de Directeur de la recherche et de l'analyse financière associé de Tocqueville Finance.

Geneviève MARTIN
Avec une double formation de Juriste et de Commissaire aux comptes, Geneviève VAUDELIN-MARTIN, qui est également diplômée d'expertise comptable, exerce parallèlement dès le début de sa carrière professionnelle les deux métiers d'Avocat et de Commissaires aux comptes avec une forte spécialité dans les métiers de l'immobilier. Ainsi, elle fut Commissaire aux comptes de 1981 à 2007 d'importants groupes immobiliers dont LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS. Depuis fin 2007, elle se consacre exclusivement à son activité de Conseil et d'Assistance, auprès de clients opérant dans le secteur de l'immobilier et de l'industrie. Elle est inscrite au Barreau de Chalon sur Saône, ayant tout au long de sa carrière, conservé son implantation en Bourgogne.

Alexa Attias :
Diplômée du Magistère de Finance d'entreprise et de gestion bancaire de l'Université de Paris I - Panthéon Sorbonne, Alexa Attias a effectué toute sa carrière en tant que conseil en Fusions & Acquisitions, tout secteur d'activité y compris l'immobilier. En 2000, elle débute sa carrière chez KPMG Corporate Finance où elle a acquis une expérience dans la réalisation de transactions de taille moyenne françaises et internationales en accompagnant des entrepreneurs, des fonds d'investissements et des grands groupes. En 2007, elle rejoint Credit Suisse (France) pour participer à la création de la structure de conseil en fusions et acquisitions au sein de la Banque Privée. Au cours des 6 années passées au sein de Credit Suisse à Paris, elle participera activement à son développement et accompagnera principalement des personnes physiques dans des opérations de cession et de recomposition du capital. Depuis,

elle décide de valoriser son expérience (une vingtaine de transactions en 14 ans d'expérience) en créant sa propre structure Fuzall Corporate Finance.

Les informations complémentaires sur les mandataires sociaux (activités du conseil, autres mandats exercés, rémunérations…) sont présentées dans le rapport du Président sur le contrôle interne et le rapport de gestion (Page 119 du Document de Référence). Il n'existe pas de conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction. Les critères d'indépendance AFEP-MEDEF paragraphes 8.4 et 8.5 sont respectés.

6.2 Président Directeur Général

A la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 22 février 2006, le mode d'administration de la société a été modifié par adoption du mode à Conseil d'Administration à la place du mode à Directoire et Conseil de Surveillance.

Le Conseil d'Administration du 22 février 2006 a nommé Monsieur Georges Rocchietta en qualité de Président Directeur Général de la société Foncière Atland et a opté pour une non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.
A l'issue des Assemblée Générales Mixtes à caractère ordinaire et extraordinaire des 12 juin 2009 et 16 mai 2012, le Conseil d'Administration a reconduit Monsieur Georges Rocchietta en qualité de Président Directeur Général de la société Foncière Atland. Le renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Georges Rocchietta a été approuvé par l'Assemblée Générale du 13 mai 2015 et son renouvellement dans ses fonctions de Président Directeur Général a été approuvé au cours du Conseil d'Administration du 13 mai 2015.

Il est précisé que le Président – Directeur Général n'est titulaire d'aucun contrat de travail au sein de la Société et que les fonctions de Président – Directeur Général ne connaissent pas de limitations autres que celles dictées par la Loi et l'intérêt de la Société.

6.3 Comités du Conseil

Afin de procéder à un examen approfondi des questions spécifiques relevant de la mission du Conseil d'administration, et afin d'améliorer la gouvernance au sein de la société, trois comités spécialisés ont été mis en place à savoir le Comité des investissements, le Comité des rémunérations et le Comité des comptes et de l'audit.

Ils émettent des avis qui sont présentés au Conseil par leurs Présidents respectifs.

- ***Comité des investissements***

Le Comité des investissements est chargé de fournir au Conseil un avis motivé sur tout projet d'investissement immobilier d'un montant supérieur à 1 500 000 euros.
De manière générale, le Comité pourra se saisir de toute question significative en matière d'investissements et de stratégie de développement de la Société et formuler tous avis ou recommandations au Conseil dans les domaines ci-dessus.
Pour l'information sur le fonctionnement, l'organisation et la rémunération des membres du comité des investissements, veuillez-vous référer au paragraphe IX.1.2 du rapport de gestion 2014.

- ***Comité des comptes et de l'audit***

Mis en place en décembre 2008, le Comité des comptes et de l'audit a pour missions spécifiques :

- d'examiner les comptes soumis au Conseil d'Administration, notamment les évaluations et choix comptables retenus et leur caractère approprié aux situations que ces comptes retracent ;
- d'évaluer la qualité du contrôle interne ;
- de s'assurer de l'indépendance et de l'objectivité des Commissaires aux comptes appartenant à des réseaux qui assurent à la fois des fonctions d'audit et de conseil ;
- de confier des missions complémentaires d'audit à des auditeurs externes et à l'expiration du mandat, organiser des appels d'offres éventuels et présélectionner des Commissaires aux comptes dont la nomination sera proposée aux actionnaires.

Il est à noter qu'au moins un membre du Comité des comptes et de l'audit présente des compétences en matières financière et comptable et est indépendant.
Pour l'information sur le fonctionnement, l'organisation et la rémunération des membres du comité des comptes et de l'audit, veuillez-vous référer au paragraphe IX.1.2 du rapport de gestion 2014.

- ***Comité des rémunérations***

Mis en place en décembre 2008, le Comité des rémunérations a pour mission :

- d'assister le Conseil d'Administration lors de la détermination de la rémunération des mandataires sociaux, en veillant à sa cohérence avec leurs performances et la stratégie de l'entreprise, dans le respect des recommandations AFEP-MEDEF ;
- de donner au Conseil d'Administration un avis sur la politique générale d'attribution des options de souscription et/ou d'achats d'actions, sur les plans d'options établis par la Direction Générale du Groupe et proposer au Conseil les attributions d'options d'achat ou de souscription ;
- de proposer au Conseil d'Administration une répartition des jetons de présence et les montants individuels des versements à effectuer à ce titre aux administrateurs, en tenant compte de leur assiduité aux réunions du Conseil et des Comités qui le composent.

Pour l'information sur le fonctionnement, l'organisation et la rémunération des membres du comité des rémunérations, veuillez-vous référer au paragraphe IX.1.2 du rapport de gestion 2014.

- ***Evaluation du Conseil d'Administration***

Lors de la séance du 4 mars 2015, le Conseil d'Administration a procédé à l'évaluation de ses travaux au moyen d'un questionnaire à remplir par chacun des membres et de l'émission d'un rapport de synthèse sur cette évaluation destiné aux administrateurs et aux commissaires aux comptes. Ce questionnaire a été rempli par 4 administrateurs sur 7, lesquels jugent très satisfaisants les travaux du Conseil et des Comités. Quelques axes d'amélioration sur la périodicité du Comité des investissements et les débats lors du Comité d'Audit ont été demandés et seront mis en œuvre.

7. PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES

7.1 Exposition aux risques et incertitudes

Le Groupe procède de manière régulière à une revue de ses risques au travers de ses différents organes de contrôle (Comités du Conseil d'Administration, comité d'engagement, etc.). Foncière Atland considère que les risques et incertitudes suivants peuvent être pertinents au regard de son activité.

7.1.1 Le risque client et de placement

Il s'agit du risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Créances clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est réduite en raison de la diversification des sources de revenus et de la qualité de ses locataires dans le cadre de son activité « investissement ».

Au 30 juin 2015, l'en-cours client net des provisions pour dépréciation de 3 026 K€ concerne les revenus locatifs y compris les provisions pour charges à refacturer pour lesquelles les appels de fonds s'effectuent à intervalle variable selon la nature de charges concernées tout au long de l'exercice). L'ensemble se décompose de la façon suivante :

Les créances échues de plus de 3 mois représentent un montant de 355 K€ HT et sont dépréciées à 100 % au 30 juin 2015.

L'intégralité des créances échues et non réglées s'explique de la façon suivante :

- difficultés financières rencontrées par un ancien locataire de l'immeuble de bureaux à Villejuif mis en liquidation judiciaire (montant déjà provisionné dès 2010),
- difficultés financières rencontrées par un locataire défaillant à Cébazat au cours de l'année 2014,

La société n'a connu aucun autre défaut de paiement.

S'agissant du degré de dépendance de Foncière Atland à l'égard des tiers, il est à noter que le Groupe Keolis est le premier locataire de Foncière Atland (**46 %** des revenus locatifs et **29 %** du chiffre d'affaires total au 30 juin 2015) suivi des Groupes Speedy (**15 %** des revenus locatifs et **9 %** du chiffre d'affaires total au 30 juin 2015) et Veolia (**12 %** des revenus locatifs et **7 %** du chiffre d'affaires total au 30 juin 2015).

Les 4ème et 5ème plus gros clients sont également des locataires représentant **6,5 %** des revenus locatifs et **4%** du chiffre d'affaires total au 30 juin 2015 pour le 4ème et **2,8 %** des revenus locatifs et **1,7 %** du chiffre d'affaires total au 30 juin 2015 pour le 5ème

Placements

Le Groupe limite son exposition en investissant uniquement dans des titres liquides et sécurisés comme des SICAV monétaires à taux sans risques.

7.1.2 Le risque de prix

Le risque de prix est limité dans la mesure où le chiffre d'affaires provient de plusieurs types de revenus au 30 juin 2015 :

- les revenus liés à l'activité d'asset et property management (**12%**) ;
- les revenus liés à l'activité de construction (**26%**) ;
- et les revenus locatifs issus de l'activité d'investissement (**62%**).

A ce titre, les baux signés par le groupe présentent des caractéristiques limitant tout risque de forte variation des revenus locatifs :

- la plupart des baux sont signés sur de longues durées (6 à 12 ans) : au 30 juin 2015, plus de 90 % des loyers du Groupe étaient initialement adossés à des baux d'une durée ferme supérieure à 6 ans ;
- la durée ferme moyenne des baux du patrimoine immobilier de Foncière Atland est de 4,2 ans au 30 juin 2015.

Le groupe est faiblement exposé aux variations à la baisse des indexations du coût de la construction.

7.1.3 Le risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité est assurée dans le cadre de plans pluriannuels.

Analyse des emprunts par maturité (hors intérêts courus et concours bancaires) :

Echéancier (En K euros)	Moins d'un an	2 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire non convertible	0	0	4 849	0
Coupons courus sur emprunt obligataire	0	0	318	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 433	3 699	31 204	22 429
Emprunts relatifs aux immeubles de placement destinés à la vente	3 341	0	0	0
Emprunts - Crédit-bail	356	400	1 499	2 406
Juste valeur des instruments dérivés	304	261	204	0
Dettes financières diverses – Dépôts de garanties	55	0	523	205
TOTAL	**7 489**	**4 360**	**38 597**	**25 040**

Compte tenu de ses relations privilégiées avec ses partenaires financiers, de la récurrence du cash-flow généré par ses investissements qui offrent des rendements sécurisés et de son actionnariat, le groupe estime que le risque de liquidité est limité.

7.1.4 Risque sur les entités ad-hoc

Le risque est non significatif et se limite aux fonds propres engagés.

7.1.5 Le risque de taux d'intérêt

Les emprunts contractés sont couverts contre le risque de taux car ils sont soit :

- à taux fixe ;
- avec des options de conversion à taux fixe ;
- swapés ;
- couverts par des stratégies avec des caps et des floors.

Au 30 juin 2015, le Groupe utilise des instruments financiers de couverture de taux pour se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêts. Ces contrats ont fait l'objet d'une évaluation externe et leur juste valeur a ainsi donné lieu à la comptabilisation d'un passif (net

de l'actif) de 751 K€.

A fin juin 2015, y compris emprunt obligataire, 44% des prêts à long terme ont été souscrits à taux fixe. Les 56% de prêts à long terme souscrits à taux variable sont couverts à hauteur de 56% du principal des dettes, soit une couverture globale de la dette de 75% contre 67% au 31 décembre 2014.

Sur les financements déjà en place, le Groupe reste peu sensible aux variations des taux d'intérêts en raison d'une couverture de sa dette adaptée : taux fixes et taux swapés. Ainsi, pour une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt (Euribor 3 mois), l'impact serait peu significatif et concernerait uniquement la partie non couverte de la dette soit moins de 25 % de la dette bancaire et un impact de l'ordre de 183 K€ sur le résultat à la baisse.

7.1.6 Le risque de change

Le groupe n'est pas exposé au risque de change.

7.1.7 Le risque lié à l'évolution du cours des actions

Le risque est faible compte tenu de la stabilité de l'actionnariat et de la faible liquidité du titre.

7.1.8 Le risque lié au niveau d'endettement du Groupe

Au 30 juin 2015, le groupe dispose d'une structure financière qu'il considère adaptée à ses objectifs. Le niveau d'endettement net correspond à 57,8 % de la valeur de marché des immeubles de placement, des actifs en cours de construction et de la juste valeur des titres non consolidés contre 60,3% à fin 2014 (57,2% hors impact de la couverture de taux contre 59,4% à fin 2014).

Certains biens font l'objet d'hypothèques telles que décrites dans l'annexe consolidée au paragraphe relatif aux engagements hors bilan (§ 8.1).

7.1.9 Le risque lié au service bancaire

Au 30 juin 2015, l'encours total des dettes bancaires affectées à l'acquisition des actifs (hors intérêts courus non échus) est de 68 767 K€ hors dette obligataire (73 616 K€ avec la dette obligataire). Les prêts bancaires consentis contiennent pour certains les clauses d'exigibilité anticipée ainsi que des clauses de covenant couramment pratiquées (notamment exigence du maintien d'un LTV - « Loan to value » - compris entre 85 % et 95 % ainsi que d'un ICR - « Interest Cover Ratio » - supérieur à 120 %).

La société communique, de manière semestrielle, à la demande des organismes de crédits, l'évolution de ces ratios. Au 30 juin 2015, le groupe remplit l'ensemble de ses obligations contractuelles relatives à ces clauses d'exigibilité anticipée.

7.1.10 Le risque juridique et réglementaire

En vue de prendre en compte les changements liés à l'adoption des textes législatifs ou réglementaires nouveaux, susceptible d'avoir une incidence sensible sur la situation du Groupe et le développement de son activité, la Direction Juridique, contribue, en liaison avec le réseau de conseils externes de Foncière Atland à la collecte et au traitement des informations appropriées relatives à la législation.

7.1.11 Le risque lié à l'évolution des actifs immobiliers

L'évaluation du portefeuille d'actifs immobiliers de Foncière Atland est liée à de nombreux

facteurs externes (conjoncture économique, marché de l'immobilier, taux d'intérêt…) et internes (taux de rendement et performances des actifs) susceptibles de varier. Dans ce cadre, le Groupe fait évaluer son patrimoine deux fois par un par un expert indépendant.

7.1.12 Dépendance de Foncière Atland au regard des moyens techniques et humains

Afin de conserver une structure allégée et de ne pas alourdir ses coûts de fonctionnement, le périmètre Foncière Atland/Foncière Atland REIM ne compte actuellement aucune fonction support internalisée : directions administrative, financière, comptable, juridique et fiscale.

Un contrat de prestations de services de management et une convention d'assistance administrative ont ainsi été signés entre Foncière Atland et Atland SAS pour la mise à disposition par Atland SAS de ses compétences comptables, financières, juridiques et de management. Ainsi, la société Foncière Atland, qui n'a internalisé que ses fonctions « Investissement » et « Asset et property management », bénéficie des compétences de sa société mère.

7.2 Gestion des risques

Parmi les risques énumérés ci-dessus, le management a identifié les principaux risques auxquels la société peut être confrontée dans le cadre de sa stratégie de développement :

- risques liés aux investissements,
- risques liés au niveau des taux d'intérêts,
- risques liés aux évolutions juridiques,
- risques liés aux actifs immobiliers et à leurs revenus.

Sur la base de cette analyse, la politique de gestion des risques s'était traduite par la mise en place à partir de 2007 :

- d'un comité d'engagement pour vérifier et valider que chaque acquisition et chaque cession de biens correspondent aux objectifs et aux caractéristiques financières définis par le groupe tant en termes de risque, de rentabilité que d'endettement,
- d'une veille juridique en vue de prendre en compte les changements liés à l'adoption de textes législatifs ou réglementaires susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation du groupe et sur son développement et ce, en s'appuyant sur un réseau de conseils externes,
- d'une stratégie financière pour préserver la rentabilité de ses investissements par la maîtrise du coût de ses financements. Cette maîtrise des coûts de financement sera réalisée par une limitation de l'exposition au risque d'évolution des taux d'intérêts tant par des opérations de couverture de taux que par des financements à taux fixe, et ce pour une part significative de l'endettement du groupe,
- d'une politique en matière d'assurance visant à garantir son capital et ses revenus quelle que soit l'activité concernée.

Ces axes stratégiques ont été maintenus en 2015.

Par ailleurs, aux fins d'assurer une confiance accrue des partenaires et investisseurs de Foncière Atland dans la pertinence et la transparence de l'information financière ainsi que pour améliorer la gouvernance de la société, il a été mis en place en 2008 :

- un comité d'audit et des comptes pour vérifier et valider la pertinence de l'information financière donnée,
- un comité des rémunérations pour assurer, au regard des pratiques en place, les préconisations adéquates au Conseil d'Administration en matière de rémunérations des dirigeants et administrateurs de la Société.

7.2.1 Assurances souscrites par la société et son groupe

Foncière Atland (et ses filiales) ont souscrit aux assurances suivantes :

- **Assurance Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux**
  Compagnie : Chubb
  Garanties : 3.000.000 € par année d'assurance
  Franchise : Néant, sauf en cas de réclamation boursière (25.000 € par sinistre)
  Coût : 4.200 € HT

- **Assurance Responsabilité Civile Promoteur :**
  Compagnie : Albingia
  Garanties : RC exploitation :
    - 6.100.000 € par année d'assurance en dommages corporels
    - 1.000.000 € par année d'assurance en dommages matériels et immatériels

  Franchise : Néant
  Coût : 0,12% du chiffre d'affaires HT

- **Assurances Propriétaires Non Occupants**
  Compagnies : AXA et AFU
  Garanties : Valeur à neuf, avec des limites pour certains types de risques
  Franchise : entre 500 et 7.000 €
  Coût : de 0.8 à 2.2 € TTC / m² selon le type de bâtiments :
    - de 0.8 à 1.5 € TTC / m² pour les dépôts de bus,
    - de 1 à 2 € TTC/m² pour les bureaux et commerces
    - 2.2 € TTC /m² pour les entrepôts

- **Assurance Multirisque Professionnelle (locaux) :**
  Compagnie : AXA
  Garanties : illimité sur les locaux, 15.000 à 30.000 € sur le contenu selon le type de risque
  Franchise : Néant
  Coût : 534,36 € TTC

7.2.2 Procédures internes mises en œuvre pour l'identification et le contrôle des engagements hors-bilan

L'intégralité des conventions et des engagements signés par le Groupe est soumise préalablement à la validation de la Direction Générale, de la Direction Financière et de la Direction Juridique.

La Direction Financière centralise les conventions et les enregistre dans un tableau de suivi, qui en mentionne les principales caractéristiques, dont les engagements hors bilan.

9. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

L'objet de la présente note est de mettre en évidence les relations qui existent entre le Groupe, ses actionnaires (ou représentants) et ses dirigeants.

- Rémunération et autres avantages versés aux dirigeants pour 30 K€ (idem au 30/06/2014),
- Jetons de présence comptabilisés à hauteur de 19 K€ (contre 17 K€ au 30/06/2014),
- Charge liée à la redevance « marque » pour 10 K€ (idem au 30/06/2014),
- Contrats de prestations de services administratives conclus avec ATLAND S.A.S., société mère : la charge de l'exercice est de 390 K€ (contre 425 K€ au 30/06/2014),
- Chiffre d'affaires intra groupe pour 2 353 K€ (contre 389 K€ au 30/06/2014),
- Créances clients pour 87 K€ dont 86 K€ intra groupe (contre 11 K€ au 30/06/2014),
- Dettes fournisseurs pour 209 K€ (contre 162 K€ au 30/06/2014),
- Autres créances pour 1 K€ (contre 18K€ au 30/06/2014),
- Autres dettes pour 356 K€ dont intra groupe pour 337 K€ (contre 154 K€ au 30/06/2014),
- Produits constatés d'avance intra groupe pour 115 K€ (contre 108 K€ au 30/06/2014),
- Comptes courants débiteurs intra groupe pour 224 K€ (contre 154 K€ au 30/06/2014),

8. EVENEMENTS POST–CLOTURE

- Foncière ATLAND a procédé à la cession le 10 juillet 2015 de l'immeuble de bureau (porté par la SCI NEGOCAR) et loué à Capitole Finance. Le Taux de Rendement Interne de l'opération est proche d'environ **14%**.

- Foncière Atland a signé le 24 juillet 2015 un bail commercial de 9 ans fermes avec le groupe Siemens sur le site de Toulouse – 5 rue Paul Mesplé. Ce site d'une surface de 3 800 m² environ vient d'être libéré par la société Eca-Sinters et va faire l'objet de travaux de rénovation importants pour le compte du nouveau preneur. Il génèrera un loyer annuel de **0,4 M€ HT**.

- Début février 2015, la cour d'appel de Bordeaux a rendu son arrêt dans le cadre du contentieux qui oppose Foncière Atland à un partenaire au motif d'une rupture abusive de contrat, condamnant la société Foncière Atland à verser une somme de **2,3 M€**, montant intégralement provisionné dans les comptes 2014 et payé au cours du premier semestre 2015. Foncière Atland, après étude avec ses conseils des voies de recours possibles en vue de contester cet arrêt, s'est pourvue en cassation en avril 2015 et a déposé ses conclusions en juillet 2015 estimant ses arguments légitimes et valides en droits.

10. EVOLUTION ET PERSPECTIVES D'AVENIR

10.1Conjoncture

En 2015, l'année a commencé par un coup de froid inattendu hors de la zone euro : l'activité américaine s'est à nouveau repliée, la croissance britannique a déçu et, surtout, les échanges mondiaux se sont fortement contractés. Pourtant, les économies avancées sortiraient rapidement de ce trou d'air. D'abord, parce que l'activité de la zone euro a conservé son rythme de croissance de fin d'année, accélérant un peu plus vivement qu'attendu en France, en Espagne et en Italie, et ce malgré un infléchissement en Allemagne. Ensuite, parce que les fondamentaux de la croissance des pays avancés semblent maintenant plus solides, comme l'atteste la bonne orientation du climat des affaires ; de ce fait, les économies anglo-saxonnes rebondiraient au deuxième trimestre. Enfin, parce que le commerce mondial se redresserait dès le printemps. Seul le ralentissement persistant des économies émergentes, notamment en Chine, au Brésil et en Russie, assombrit le tableau globalement dégagé des perspectives de croissance.

Ainsi, même si des rebonds récents ont corrigé la forte dépréciation de l'euro et la baisse du prix du pétrole, leurs cours respectifs restent mi-2015 largement inférieurs à leurs niveaux de mi-2014. Les baisses passées continuent donc de se diffuser dans les économies de la zone euro, via une accélération du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages d'une part, un surcroît d'exportations d'autre part. Dans ce contexte globalement porteur, l'économie française a été dynamique au premier trimestre (+0,6 %), même si la hausse résulte pour partie d'éléments ponctuels : un rebond de la production d'énergie, par simple retour à la normale des dépenses de chauffage, et une hausse exceptionnelle de la production manufacturière. Au deuxième trimestre, ces facteurs s'estomperaient et l'activité ralentirait. Mais le rythme de croissance du PIB resterait plus élevé (+0,3 %) qu'en moyenne depuis le printemps 2011 (+0,1 % par trimestre). Tout en ralentissant, la consommation des ménages serait de nouveau le principal facteur de cette hausse, soutenue par les hausses récentes de pouvoir d'achat.

Au second semestre, les dépenses des entreprises accéléreraient à leur tour. Les perspectives de demande sont en hausse, comme l'indique l'amélioration du climat des affaires dans quasiment tous les secteurs. Les conditions de financement internes s'améliorent avec la hausse de leur taux de marge, grâce à la baisse du cours du pétrole, à la montée en charge du CICE et au démarrage du Pacte de responsabilité. De plus, en menant une politique monétaire très accommodante, la Banque centrale européenne facilite l'accès au crédit. En conséquence, les chefs d'entreprises se déclarent nettement plus enclins qu'en début d'année à hausser le rythme de leurs dépenses d'investissement, dans l'industrie comme à présent dans les services. En revanche, l'investissement des ménages en logements ne serait toujours pas sorti de l'ornière, et continuerait de peser sur la croissance.

Au total, la hausse du PIB se maintiendrait à +0,3 % au troisième trimestre, puis s'élèverait un peu en fin d'année (+0,4 %). Ainsi, au quatrième trimestre 2015, le PIB augmenterait de 1,6 % par rapport à son niveau de fin 2014. En moyenne sur l'année, la croissance serait de +1,2 % (après +0,2 % en 2014), soit la plus forte hausse depuis 2011.

L'accélération de l'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois stimuleraient l'emploi, qui serait fin 2015 rehaussé de 114 000 postes par rapport à fin 2014. La hausse au second semestre permettrait même une stabilisation du chômage en France, à 10,4 % de la population active en fin d'année, voire une baisse si la population active est de nouveau moindre que prévu.

Le principal aléa de ce scénario porte sur les dépenses des entreprises pour lesquelles une nette accélération est attendue au second semestre : si l'utilisation des capacités de production ne s'intensifie pas, ce scénario sera invalidé ; à l'inverse, le mécanisme de suramortissement récemment mis en place pourrait inciter plus encore que prévu les entrepreneurs à anticiper leurs décisions d'achats. Des incertitudes portent par ailleurs sur l'environnement international : d'une part, le ralentissement des économies émergentes pourrait à nouveau surprendre ; d'autre part, le scénario retenu suppose qu'un accord entre la Grèce et ses créditeurs permettra de préserver la stabilité de l'Union monétaire mais, dans le cas contraire, les perspectives des économies de la zone euro seraient plus sombres.

Source : note de conjoncture INSEE – juin 2015

10.2 Marché de l'investissement immobilier

UNE CONTRE-PERFORMANCE CONJONCTURELLE

7 milliards d'euros d'engagements en immobilier d'entreprise banalisé ont été recensés au 1er semestre en France. Les volumes se contractent de 40 % sur un an, un résultat qui peut paraître décevant eut égard à la masse de capitaux qui cherchent aujourd'hui à s'investir dans l'immobilier européen. En effet, après un bon début d'année, qui avait notamment bénéficié du glissement d'un certain nombre d'opérations engagées l'an passé, l'activité a fortement ralenti. Le recul est particulièrement notable sur les 3 derniers mois en comparaison du 2ème trimestre 2014 (- 68 %), qui avait bénéficié de la signature de plusieurs très grandes opérations (Beaugrenelle, Risanamento, Campus SFR, portefeuille Klepierre / Carmila). Il est vrai que ces derniers ont fait défaut depuis le début de l'année, tout comme plus généralement les grandes transactions durant le trimestre écoulé. En effet, aucune signature supérieure ou égale à 200 millions d'euros n'a été enregistrée ces trois derniers mois. Mais le segment des grandes transactions n'est pas le seul à s'être montré atone. Le nombre de transactions sur le cœur traditionnel du marché constitué par le segment intermédiaire (entre 50 et 200 millions d'euros), qui avait enregistré au 1er trimestre une légère progression sur un an, s'affiche désormais en recul sur la 1ère moitié de l'année (27 opérations contre 31 l'an passé à la même période). Seul le segment des petites et moyennes transactions, qui s'était effondré de près de moitié au 1er trimestre, s'est dernièrement quelque peu redressé, le 1er semestre se terminant sur un recul limité à 29 % du nombre de deals inférieurs à 50 millions d'euros. Cette contre-performance, si elle souligne les difficultés du marché à renouveler l'offre, ne remet cependant pas en cause la dynamique positive pour l'investissement immobilier dont bénéficie toujours la France. Ainsi, le « pipeline » de promesses et de négociations dont la concrétisation est prévue avant la fin de l'année est très important, avec de nombreux portefeuilles notamment pan-européens en cours de « closing ». Le retour des très grandes opérations est d'ores et déjà annoncé pour l'été, avec par exemple la finalisation des transactions Ivanhoe Cambridge / Gecina ou CBRE GI / CIC. Ces signatures attendues permettent d'espérer un rattrapage significatif des volumes investis sur la 2nde partie de l'année, repositionnant les mauvais résultats du 2ème trimestre comme un accident de parcours conjoncturel.

LE PAYSAGE DES TAUX ÉVOLUE RAPIDEMENT

Le déséquilibre entre l'offre et la demande reste aigu. En revanche, l'environnement des taux financiers est en train de changer : si les taux courts restent au plancher, avec un Euribor 3 mois toujours négatif, l'OAT 10 ans a sensiblement rebondi et les incertitudes actuelles entourant la Grèce pourraient encore accentuer la volatilité sur le marché des emprunts d'Etat. Malgré ce contexte, les rendements immobiliers restent soumis à une pression baissière, même si la compression des taux a marqué une légère pause sur les marchés qui avaient le plus fortement baissé. Ainsi, les « prime » bureaux et commerces dans les meilleurs

emplacements de la capitale sont restés quasiment stables sur le dernier trimestre, à respectivement 3,65 % et 3,00 %. En revanche, l'écrasement des taux bureaux s'est accéléré dans les zones de report préférentielles des investisseurs, à l'image des meilleures localisations du Croissant Ouest ou du Sud parisien (12ème / 13ème / 14ème / 15ème). Des taux proches voire sous les 4 % pourraient même s'y concrétiser dans les semaines / mois à venir. Seuls les secteurs ne disposant pas d'une profondeur de marché locative jugée suffisante, notamment en 2ème périphérie, échappent pour l'instant à ce tassement de la hiérarchie géographique des rendements pour les bons actifs sécurisés. En revanche, pour les produits de qualité plus secondaire ou peu lisibles, les acquéreurs restent sélectifs et continuent d'exiger un spread significatif. Seul Paris échappe quelque peu à cet impératif, avec des valeurs vénales métriques pour des actifs vides à restructurer dans les beaux quartiers clairement à la hausse mais aussi des « spreads » écrasés pour les quelques VEFA « en blanc » qui s'y signent. C'est donc dans un contexte de taux sain, assurant une réelle rémunération du risque, que se poursuit la lente poussée des investissements à valeur ajoutée. En effet, ces derniers ont représenté 20 % des volumes engagés du 1er semestre (contre seulement 7 % sur l'ensemble de 2014), avec fait notable les 2 principales transactions des 3 derniers mois : les acquisitions par Alta Fund et Goldman Sachs de la Tour Pascal à La Défense et par Predica du projet Grand Hôtel Dieu à Lyon. Avec 1,5 milliard d'euros échangé représentant environ 20 % des engagements du semestre, les commerces ont continué d'attirer les investisseurs malgré la rareté de l'offre. Après un 1er trimestre dominé par les transactions en centres commerciaux, les volumes ont été soutenus par quelques signatures en « hight street retail » sur les grandes artères du luxe parisien (avenue Montaigne, rue du Faubourg Saint Honoré), qui ont attiré des investisseurs aux profils très variés (institutionnels, privés, fonds d'investissement) malgré des taux au plancher.

Le marché est resté focalisé sur les bureaux, qui ont concentré 72 % des investissements du semestre (4,9 milliards d'euros échangés). Les investisseurs ont toujours autant de mal à se positionner dans Paris Centre Ouest, qui a représenté moins de 20 % des engagements bureaux des 6 derniers mois. En revanche, ils ont fait preuve durant le 2ème trimestre de davantage de diversité qu'en début d'année dans leurs choix de localisation, au profit des 1ères Couronnes Nord et Sud mais aussi quelque peu des régions.

La 2ème Couronne quant à elle n'est toujours pas revenue dans le spectre de recherche des investisseurs, handicapée par l'insuffisante profondeur locative de certains de ses marchés dans un contexte de morosité persistante de la demande placée. Enfin, la lente reprise des VEFA s'est poursuivie, le secteur enregistrant une progression de 21 % des volumes engagés sur un an, au prix cependant d'une géographie très restreinte (Paris et Croissant Ouest). Notons que ¾ de ces VEFA ont au 2ème trimestre porté sur des opérations « en blanc ». L'investissement en industriel/logistique a continué de souffrir fortement du déficit d'offres « prime ». Avec un peu moins de 400 millions d'euros échangés au 1er semestre, le segment n'a pesé que 6 % des engagements recensés.

DE PETITES TRANSACTIONS QUI ONT SURTOUT ATTIRÉ LES INVESTISSEURS FRANÇAIS

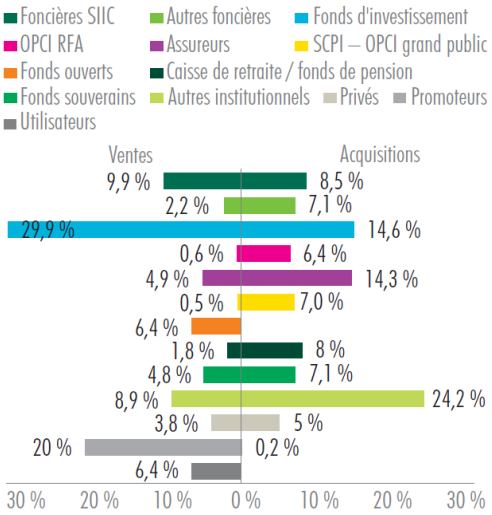
L'évolution du paysage des acteurs durant ce 1er semestre reflète essentiellement la structure du marché par taille d'opérations. Avec un 2ème trimestre marqué par l'absence de transactions supérieures à 200 millions d'euros et une proportion importante de petites opérations, le poids des investisseurs internationaux a sensiblement reculé. Ce qui ne signifie nullement une perte d'intérêt de leur part. D'ailleurs, l'été verra la concrétisation de la première opération immobilière réalisée en direct par des acheteurs chinois en France, exception faite des actifs hôteliers. Le marché est reste dominé côté acquéreurs par les institutionnels dans leur ensemble qui, à l'exception notable des fonds ouverts, sont tous investisseurs nets. Le développement chez les assets managers des acquisitions mutualisées pour le compte de

différents fonds ainsi que la multiplication des joint-ventures complexifient cependant de plus en plus la lecture de la typologie des acteurs. Côté vendeurs, les fonds d'investissement mais aussi, plus nouveau, les promoteurs ont principalement alimenté le marché en offres.

UNE NOUVELLE PHASE DE COMPRESSION DU « SPREAD » IMMOBILIER S'AMORCE

Malgré le trou d'air conjoncturel du 2ème trimestre, 2014 devrait se positionner parmi les excellentes années pour l'investissement immobilier français. Compte tenu du niveau de la demande, de la concurrence entre les investisseurs, des promesses connues et du nombre croissant de consultations ces dernières semaines, le retard sera pour bonne partie rattrapé dès l'été. Néanmoins, nombre d'investisseurs arriveront à la rentrée avec des objectifs de placement non atteints. Cela pourrait entraîner une nouvelle baisse des taux de rendement en fin d'année, alors même que la progressive remontée des taux obligataires est sans doute appelée à se poursuivre. Une nouvelle phase de compression cette fois de la prime de risque immobilière s'amorce donc, cette dernière ayant atteint en tout début d'année un record historique. Ainsi, les marges d'absorption sont aujourd'hui confortables, d'autant plus que les valeurs locatives se situent sur de nombreux marchés à des niveaux historiquement très faibles. Par ailleurs, les toutes récentes turbulences boursières, notamment en Chine, rappellent opportunément la volatilité inhérente aux marchés actions. Comparativement, l'immobilier, actif tangible, reste donc un placement sûr et à la rémunération attractive. C'est particulièrement le cas des grands marchés matures européens qui, à l'image de la France, offrent un couple rendement / risque difficile à égaler, si l'on regarde notamment les marchés asiatiques ou américains où les spreads immobiliers apparaissent d'ores et déjà bien entamés. Faute de placements ou de localisations alternatives, la croissance de l'investissement immobilier en Europe est donc appelée à durer. Or, la France apparaît toujours bien placée pour en tirer parti grâce à ses fondamentaux solides. Il n'en demeure pas moins que la rapidité de la vitesse à laquelle évoluent les taux pour les bons produits sécurisés sur certains secteurs étonne. Et qu'il faut rester vigilant face à toute inflexion généralisée de la décote actuellement exigée pour les produits secondaires, tant que les marchés utilisateurs n'afficheront pas une franche amélioration.

Répartition des ventes / acquisitions par type d'acteurs au 1er semestre 2015 (en volumes)



Taux de rendement locatif « *prime* »* au 1er juillet 2015

Bureaux Paris Centre Ouest	3,65 % - 5,00 %
Bureaux La Défense	5,00 % - 6,00 %
Bureaux Croissant Ouest	4,25 % - 7,75 %
Bureaux 1ères Couronnes	5,00 % - 8,50 %
Bureaux 2ème Couronne	5,85 % - 12,00 %
Bureaux Régions	5,40 % - 8,00 %
Logistique classe A France	6,50 % - 7,50 %
Locaux d'activités France	7,75 % - 11,00 %
Parcs d'activités France	7,00 % - 9,50 %
Boutiques France	3,00 % - 9,00 %
Centres commerciaux France	4,00 % - 6,25 %
Parcs d'activités commerciales	5,25 % - 9,25 %

Source : CBRE

10.3 Perspectives de Foncière Atland

La structuration de près de **300 M€** d'actifs en club-deal depuis 2010 ainsi que l'opération de croissance externe en cours d'acquisition permet aujourd'hui à Foncière Atland d'accélérer sa stratégie de développement autour de ses 3 métiers :

- La concrétisation de nouveaux partenariats d'externalisation d'actifs, en privilégiant systématiquement des entreprises de premier plan et des investissements offrant des rendements garantis par des baux fermes de longue durée,
- Le lancement de nouvelles opérations de construction clé en main en Ile-de-France en bureaux, activités et commerces,
- La poursuite du développement de l'asset management.

La mise en œuvre de cette stratégie et l'acquisition de cette société de gestion doit permettre à Foncière Atland de passer de 400 M€ d'actifs gérés, à ce jour par la foncière, à plus de 1 Mds€ à 3 ans.

La conjonction des perspectives de croissance, du développement de l'activité de gestion, des livraisons de projets en développement et d'un coût de la dette maîtrisé permet au Groupe d'envisager la distribution progressive d'un dividende qui pourrait représenter de l'ordre de 50 % du résultat courant avant amortissement et hors cessions de l'exercice 2017 (détachement du coupon en 2018). Les dividendes futurs, dans le respect des obligations de distribution du régime des Sociétés d'Investissements Immobiliers Cotées (SIIC), seront toutefois appréciés, pour chaque exercice, en fonction des résultats distribuables de la Société, de sa situation financière et de tout autre facteur jugé pertinent.

Enfin, dans le cadre du financement de son développement, Foncière Atland étudie également un projet d'augmentation de capital avant la fin de l'exercice 2015.

II. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

BILAN ACTIF (en K euros)	Note	30.06.2015	31.12.2014 (1)
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles		26	32
Immeubles de placement	**6.1**	72 956	78 710
Immobilisations corporelles		101	134
Participations dans les entreprises associées	**6.4**	759	742
Actifs financiers	**6.3**	5 027	4 938
Impôts différés actifs	**6.5**	278	340
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		**79 147**	**84 896**
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	**6.6**	16 068	15 190
Créances clients et autres débiteurs	**6.7**	5 211	6 932
Actifs d'impôt exigibles		7	102
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**6.8**	6 246	6 231
TOTAL ACTIFS COURANTS		**27 532**	**28 455**
TOTAL ACTIFS DETENUS EN VUE DE LEUR VENTE		**5 095**	**0**
TOTAL ACTIF		**111 774**	**113 351**

BILAN PASSIF (en K euros)	Note	30.06.2015	31.12.2014 (1)
CAPITAUX PROPRES			
Capital apporté	**6.9**	26 116	26 116
Réserves et résultats accumulés	**6.9**	785	- 2 430
Résultat de la période	**6.9**	620	2 768
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		**27 521**	**26 454**
Participation ne donnant pas le contrôle		**896**	**810**
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		**28 417**	**27 264**
PASSIFS NON COURANTS			
Passifs financiers	**6.10**	67 997	72 788
Avantages du personnel		20	17
Participations dans les entreprises associées		2	0
Impôts différés passif		32	95
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		**68 051**	**72 900**
PASSIFS COURANTS			
Passifs financiers	**6.10**	4 346	4 782
Dettes fournisseurs et autres dettes	**6.11**	2 427	1 707
Autres créditeurs	**6.11**	5 192	6 698
TOTAL PASSIFS COURANTS		**11 965**	**13 187**
TOTAL PASSIFS LIES AUX ACTIFS DETENUS EN VUE DE LEUR VENTE	**6.10**	**3 341**	**0**
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		**111 774**	**113 351**

(1) Le retraitement des comptes annuels 2014 en application d'IFRIC 21 n'a pas eu d'impact significatif sur la situation nette.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT (en K euros)	Note	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois) (1)
Chiffre d'affaires	**7.1**	6 807	6 745
Achats et autres charges externes		- 2 377	- 785
Impôts et taxes		- 96	- 123
Charges de personnel		- 843	- 895
Dotations nettes aux amortissements et provisions		- 985	- 1 277
Autres produits d'exploitation		17	17
Autres charges d'exploitation		- 160	- 33
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT CESSION DES ACTIFS DE PLACEMENT		**2 363**	**3 649**
Résultat net de cession	**7.3**	- 229	0
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		**2 134**	**3 649**
Charges financières	**7.2**	- 1 566	- 1 739
Produits financiers	**7.2**	188	67
RESULTAT FINANCIER		**- 1 378**	**- 1 672**
Impôt sur les bénéfices	**7.4**	- 129	- 553
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		**627**	**1 424**
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		76	75
RESULTAT NET CONSOLIDE		**703**	**1 499**
dont part revenant au Groupe		620	1 398
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		83	101
RESULTAT PAR ACTION		(€ par action)	(€ par action)
De base	**6.9**	1,32 €	3,01 €
Dilué	**6.9**	1,32 €	2,99 €

(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d'IFRIC 21

ETAT DU RESULTAT NET GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Note	30.06.2015 (6 mois)	30.06.2014 (6 mois) (1)
Résultat net consolidé		703	1 499
Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture		256	- 419
Autres éléments du résultat global (2)		*256*	*- 419*
Résultat global consolidé		**959**	**1 080**
Dont			
Part du Groupe		876	979
Participations ne donnant pas le contrôle		83	101

(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d' IFRIC 21
(2) Eléments recyclables en totalité par résultat

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves	Résultat	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 31 décembre 2013	**25 844**	**- 3 130**	**1 451**	**24 165**	**0**	**24 165**
Résultat 31/12/2013		1 451	- 1 451	0		0
Résultat 30/06/2014			1 398	1 398	101	1 499
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		- 419		- 419		- 419
Résultat global consolidé	**0**	**1 032**	**- 53**	**979**	**101**	**1 080**
Augmentation de capital	272	- 272		0		0
Actions propres		- 169		- 169		- 169
Paiement fondé sur des actions		17		17		17
Mouvements de périmètre				0	642	642
Autres		- 4		- 4		- 4
Au 30 juin 2014	**26 116**	**- 2 526**	**1 398**	**24 988**	**743**	**25 731**

Au 31 décembre 2014	**26 116**	**- 2 430**	**2 768**	**26 454**	**810**	**27 264**
Résultat 31/12/2014		2 768	- 2 768	0		0
Résultat 30/06/2015			620	620	83	703
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		256		256		256
Résultat global consolidé	**0**	**3 024**	**- 2 148**	**876**	**83**	**959**
Distribution				0	**3**	0
Actions propres		158		158		158
Paiement fondé sur des actions		31		31		31
Mouvements de périmètre				0		0
Autres		2		2		2
Au 30 juin 2015	**26 116**	**785**	**620**	**27 521**	**896**	**28 417**

Le retraitement des comptes annuels 2014 en application d'IFRIC 21 n'a pas d'impact significatif sur la situation nette à l'ouverture.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en K euros)	Note	30.06.2015	30.06.2014 (1)
RESULTAT		**703**	**1 499**
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation			
Part dans les résultats des entreprises associées, nette des dividendes reçus		- 76	- 75
Dotations aux amortissements et dépréciations		925	1 277
Paiement fondé sur des actions		31	17
Variation de la juste valeur des instruments financiers		- 48	- 6
Autres produits et charges calculés		62	112
Plus et moins values de cession d'actifs immobiliers de placement	7.3	229	0
Marge brute d'autofinancement après coût du financement et impôt		*1 826*	*2 824*
Coût de l'endettement financier net		1 164	1 671
Impôts		129	553
Marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôt		*3 119*	*5 048*
Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôts – Activité de foncière		***3 140***	***5 533***
Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôts – Activité de construction		***-21***	***- 485***
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	6.12	723	- 13 951
Intérêts versés nets		- 1 237	- 1 750
Impôts payés		- 255	- 72
Flux net de trésorerie généré par l'activité		**2 350**	**- 10 725**
Décaissements sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		- 2	- 15
Décaissements sur acquisition d'immeubles de placement		- 2 257	- 80
Encaissements nets sur cession d'immeubles de placement		1 568	0
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières		- 70	- 2 523
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		0	35
Encaissements sur cessions de filiales nets de trésoreries cédées		0	1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		**- 761**	**- 2 582**
Augmentation de capital		0	642
Distribution des minoritaires		3	0
Dépôts reçus		36	197
Dépôts remboursés		- 152	- 9
Encaissements provenant d'emprunts bancaires		1 739	10 836
Remboursement emprunts		- 3 199	- 1 809
Variation des autres fonds propres		0	433
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		**- 1 573**	**10 290**
VARIATION DE TRESORERIE		**16**	**- 3 017**
TRESORERIE A L'OUVERTURE – Cf. § 6.8		**6 225**	**9 321**
TRESORERIE A LA CLOTURE – Cf. § 6.8		**6 241**	**6 304**

(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d'IFRIC 21

NOTE I – INFORMATIONS GENERALES

Le groupe Foncière Atland a pour activités l'investissement, la gestion, la construction et l'externalisation d'actifs immobiliers d'entreprises en Ile-de-France ainsi qu'en Province.

L'entité tête de groupe, Foncière Atland, est une société Anonyme dont le siège social est situé en France : 10, avenue George V à Paris. Elle est cotée à Paris sur le marché réglementé Eurolist liste C.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en millier d'Euros. La présente annexe fait partie intégrante 5es comptes consolidés intermédiaires arrêtés au 30 juin 2015.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 29 juillet 2015.

Les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 sont consultables sur internet et disponibles sur demande au siège social de la société.

FAITS MARQUANTS

Le premier semestre 2015 a été marqué par les éléments suivants :

- **Activité construction : structuration et décalage des opérations**

Le premier semestre 2015 a été marqué par la livraison des deux derniers bâtiments du parc d'activité Urban Valley à Cormeilles-en-Parisis (95) à son locataire (Castorama) le 24 avril 2015 dans le cadre d'un bail de 9 ans fermes. Ce parc d'activité désormais achevé, compte 6 bâtiments construits pour un loyer annuel de 1,2 M€ structuré en club-deal.

- **Investissement et asset management**
  - **Investissements et revenus locatifs**

Les revenus locatifs des actifs détenus en propre ont baissé de **5,6%** sur le premier semestre 2015 à la suite notamment de la cession au second semestre 2014 de 2 actifs (site commercial de Bellerive-sur-Allier – 03 – et site de Balma – 31) et malgré l'entrée dans le portefeuille du portefeuille Speedy acquis au cours du premier semestre 2014 et l'acquisition fin avril 2015 d'un portefeuille de 4 commerces en région lilloise.

A périmètre constant, les loyers restent stables en raison d'une faible indexation de l'ILC et de l'ICC. Pour le patrimoine en propre, le taux d'occupation reste proche de **100 %** (98,2%) à fin juin 2015 pour un taux de rendement brut (loyer en base annuelle rapportée au coût d'acquisition hors droits) de **8,71 %.**

Au cours de ce premier semestre, Foncière Atland a procédé à :

- L'acquisition fin avril 2015 de 4 commerces en région lilloise pour **1,8 M€ HD** et un rendement net acquéreur de **7,97%**
- L'acquisition du site Speedy de St Malo le 29 avril 2015 pour un montant de **0,1 M€** à un rendement net vendeur de **12%**
- La vente d'une surface de 1 100 m² dans son immeuble de bureau à Villejuif au Conseil Général pour un prix net vendeur en avril 2015 de **2,3 M€**

Les revenus locatifs des actifs détenus en propres progressent de 8%. Ils bénéficient de l'entrée du portefeuille Speedy au cours du premier semestre 2014. Le taux d'occupation reste proche de 100% à fin mars 2014 pour un taux de rendement brut de plus de 8%.

- **Asset management**

Les honoraires d'asset management facturés au 30 juin 2015 sont en repli par rapport au 30 juin 2014, conséquence de l'acquisition de deux portefeuilles immobiliers au cours du premier semestre 2014 :

- Externalisation, de 22 actifs d'exploitation appartenant au groupe Elis (leader de la location-entretien de linge et d'habillement professionnel en Europe et au Brésil), pour un coût complet d'investissement de **100 M€** ;
- Acquisition par Foncière Atland et PERIAL Asset Management auprès d'un fonds d'investissement filiale de LaSalle Investment Management d'un portefeuille de 90 centres d'entretien automobile exploités par Speedy et localisés en France représentant un coût complet d'investissement de près de **35 M€.**

La structuration de ces portefeuilles avait permis d'appréhender des honoraires de montage en 2014.

Le premier semestre 2015 a été consacré à la recherche et au montage de nouvelles opérations. C'est ainsi que Foncière Atland a annoncé fin juin 2015 la signature d'un protocole d'achat d'une Société de Gestion de Portefeuille et de gestion de Fonds d'Investissement Alternatif (FIA) gérant actuellement environ **210 M€** d'actifs immobiliers. L'acquisition interviendra au plus tard le 30 septembre 2015 sous réserve de la levée des conditions suspensives usuelles. Foncière Atland souhaite ainsi s'appuyer sur un acteur indépendant spécialiste de l'immobilier et agréé par l'AMF pour développer une activité SCPI et OPCI.

- **Portefeuille sous gestion**

A la fin du premier semestre 2015, la valeur d'expertise du patrimoine locatif propre de Foncière Atland s'élève à **111,9 M€** hors droits (**119 M€** droits inclus) et à **408 M€** hors droits (**432,4 M€** droits inclus) pour l'ensemble du portefeuille sous gestion. Son taux d'occupation reste élevé à **98,2 %** (**99,0 %** pour l'ensemble du portefeuille géré) et le Groupe gère près de **31,7 M€** de revenus locatifs (dont **8,9 M€** en propre) en base annuelle.

La structuration de près de **300 M€** d'actifs en club-deal depuis 2010 ainsi que l'opération de croissance externe en cours d'acquisition permettent aujourd'hui à Foncière Atland d'accélérer sa stratégie de développement autour de ses 3 métiers :

- La concrétisation de nouveaux partenariats d'externalisation d'actifs, en privilégiant systématiquement des entreprises de premier plan et des investissements offrant des rendements garantis par des baux fermes de longue durée,
- Le lancement de nouvelles opérations de construction clé en main en Ile-de-France en bureaux, activités et commerces,
- La poursuite du développement de l'asset management.

NOTE II - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du groupe Foncière Atland au 30 juin 2015 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34 « Information financière intermédiaire » tel qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne à cette date. Ainsi, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers consolidés semestriels dits résumés ou condensés.

Les états financiers consolidés intermédiaires tiennent compte des normes, interprétations et amendements publiés, d'application obligatoire dans l'Union européenne à compter du 1er janvier 2015 :

- IFRIC 21 –Taxes prélevées par une autorité publique ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 – Immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Amendements à IAS 19 – Avantages du personnel ;
- IFRS 9 – Instruments financiers ;
- IFRS 15 – Reconnaissance du revenu.

Ces normes n'ont pas d'impact sur les comptes intermédiaires du groupe et les comparatifs à l'exception d'IFRIC 21 (Cf. note 4.2).

IFRIC 21 traite de la comptabilisation du passif lié à une obligation de payer une taxe sachant qu'elle ne s'applique pas :

- Aux passifs traités dans le cadre de la norme IAS 12 « impôts sur le résultat »,
- Au traitement de la TVA dans la mesure où cet impôt ne génère pas de sortie de ressources pour l'entité,
- Aux sorties de ressources qui entrent dans le champ d'application d'autres normes telles qu'IAS 19 « avantages au personnel » (notamment traitement de la participation de l'employeur à la formation professionnelle continue ou à l'effort construction),
- Aux paiements effectués par une entité auprès d'une autorité publique pour l'obtention d'un actif,
- Aux amendes et autres pénalités imposées pour violation de dispositions légales ou règlementaires.

2.2. Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et hypothèses qui ont eu un impact sur les montants d'actifs et de passifs à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période.

Les estimations significatives réalisées par le groupe Foncière Atland pour l'établissement des comptes consolidés semestriels portent principalement sur :

- la juste valeur des immeubles de placement ainsi que les règles et méthodes comptables relatives aux immeubles de placement notamment les durées d'utilité et les dépréciations,
- la reconnaissance de la marge à l'avancement pour les opérations de construction,
- l'évaluation de la valeur de marché des stocks,
- la juste valeur des instruments financiers,
- l'évaluation des provisions.

Ces informations et hypothèses sont établies de manière constante sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes et en fonction de l'expérience passée ou divers facteurs jugés raisonnables. Les résultats réels peuvent différer sensiblement de ces estimations en fonction de l'évolution différente des hypothèses et des conditions de réalisation.

2.3. Méthodes et règles d'évaluation

Les méthodes comptables et principes d'évaluation appliqués pour l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2015 sont identiques à ceux mis en œuvre dans les états financiers annuels au 31 décembre 2014 à l'exception de ce qui est présenté en note 2.1.

NOTE III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés présentes dans le périmètre au 30 juin 2015

	Siège	Pays	N° Siren	% Intérêt	Méthode
1. Société consolidante					
SA FONCIERE ATLAND	PARIS	France	598 500 775	-	IG
2. Filiales consolidées					
SARL FONCIERE ATLAND REIM	PARIS	France	437 664 386	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND KEOLAND	PARIS	France	494 815 269	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VILLEJUIF STALINGRAD	PARIS	France	492 942 321	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND RETAIL	PARIS	France	493 252 597	100,00	IG
SCI LE GRAND CHEMIN	TOULOUSE	France	408 401 909	100,00	IG
SCI LUAN GRAMONT	TOULOUSE	France	400 474 953	100,00	IG
SCI MP LOG	TOULOUSE	France	490 462 439	100,00	IG
SCI NEGOCAR	LABEGE	France	440 166 411	100,00	IG
SCI 10 RUE DE LA DECOUVERTE	TOULOUSE	France	482 003 316	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VEOLAND	PARIS	France	509 491 833	100,00	IG
SNC FONCIERE ATLAND VALORISATION	PARIS	France	501 953 699	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND CORMEILLES EN PARISIS	PARIS	France	512 057 035	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VEOLAND VULAINES	PARIS	France	518 909 189	5,00	MEE
SCI VEOLAND CARRIERES	PARIS	France	519 070 635	5,00	MEE
SCI VEOLAND VERNEUIL	PARIS	France	522 504 323	5,00	MEE
SCI VEOLAND LIMEIL	PARIS	France	523 256 527	5,00	MEE
SCI CORMEILLES URBAN VALLEY	PARIS	France	524 334 299	5,00	MEE
SCI SYNERLAND	PARIS	France	528 594 328	20,00	MEE
SCI VEOLAND NIMES	PARIS	France	528 695 695	5,00	MEE
SCI VEOLAND BRIVE	PARIS	France	528 884 034	5,00	MEE
SCI VEOLAND METZ	PARIS	France	528 847 064	5,00	MEE
SCI VEOLAND MONTESSON	PARIS	France	528 813 843	5,00	MEE
SCCV FONC. ATLAND CORMEILLES EN PARISIS III	PARIS	France	533 384 798	100,00	IG
SAS FONCIERE ATLAND SALE AND LEASE BACK	PARIS	France	537 440 513	100,00	IG
SCCV FONCIERE ATLAND STAINS	PARIS	France	799 090 204	100,00	IG
SCCV FONCIERE ATLAND MASSY EUROPE	PARIS	France	798 900 106	51,00	IG
SAS SPEEDLAND	PARIS	France	801 312 208	67,91	IG
SAS FONCIERE ATLAND ASSET MANAGEMENT	PARIS	France	811 047 919	100,00	IG
OPTLAND ANTWERP NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 119	5,00	MEE
OPTILAND HASSELT NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 416	5,00	MEE
OPTILAND HERENTALS NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 713	5,00	MEE
OPTILAND HOLD NV	BRUXELLES	Belgique	831 381 654	5,00	MEE

IG : Intégration Globale
MEE : Mise En Equivalence

NOTE IV – COMPARABILITE DES COMPTES

4.1. Variation de périmètre

⇧ Entrées de périmètre
- SAS FONCIERE ATLAND ASSET MANAGEMENT

⇩ Sorties de périmètre
- Néant

4.2. Changements de méthodes comptables

IFRIC 21 – Retraitement de la période immédiatement antérieure

Bilan consolidé au 31 décembre 2014 :
L'application d'IFRIC 21 sur les comptes consolidés 2014 n'a pas d'impact significatif. (passif supplémentaire de 4 K€)

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2014 :

COMPTE DE RESULTAT (en K euros)	30.06.2014 publié (6 mois)	Retraitement IFRIC 21	30.06.2014 retraité (6 mois)
Chiffre d'affaires	6 745	-	6 745
Achats et autres charges externes	-785	-	- 785
Impôts et taxes	-59	-64	- 123
Charges de personnel	-895	-	- 895
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-1 277	-	- 1 277
Autres produits d'exploitation	17	-	17
Autres charges d'exploitation	-33	-	- 33
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT CESSION DES ACTIFS DE PLACEMENT	**3 713**	**-64**	**3 649**
Résultat net de cession	0	-	0
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**3 713**	**-**	**3 649**
Charges financières	-1 739	-	- 1 739
Produits financiers	67	-	67
RESULTAT FINANCIER	**-1 672**	**-**	**- 1 672**
Impôt sur les bénéfices	-557	+ 4	- 553
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	**1 484**	**-60**	**1 424**
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	75	-	75
RESULTAT NET CONSOLIDE	**1 559**	**-60**	**1 499**
dont part revenant au Groupe	1 458		1 398
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	101		101
RESULTAT PAR ACTION	(€ par action)	(€ par action)	(€ par action)
De base	3,14 €	-0,13 €	3,01 €
Dilué	3,12 €	-0,13 €	2,99 €

Tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2014

(en K euros)	30.06.2014 (6 mois)	Retraitements IFRIC 21	30.06.2014 retraité (6 mois)
RESULTAT	**1 559**	**-60**	**1 499**
Dont marge brute d'autofinancement après coût du financement et impôt	*2 884*	*-60*	*2 824*
Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôt	*5 112*	*-64*	*5 048*
Dont variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	*-14 015*	*-64*	*-13 951*
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**-10 725**	**-**	**-10 725**
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-2 582**	**--**	**-2 582**
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**10 290**	**-**	**10 290**
VARIATION DE TRESORERIE	**-3 017**	**-**	**-3 017**
TRESORERIE A L'OUVERTURE – Cf. § 6.8	**9 321**	**-**	**9 321**
TRESORERIE A LA CLOTURE – Cf. § 6.8	**6 304**	**-**	**6 304**

IFRIC 21 – Retraitement de la période

Bilan consolidé au 30 juin 2015 :

BILAN ACTIF (en K euros)	30.06.2015	Retraitement IFRIC 21	30.06.2015 retraité
Actifs non courants	79 147	-	79 147
Actifs courants	27 532	-	27 532
Actifs détenus en vue de la vente	5 095	-	5 095
Capitaux propres	28 457	-40	28 417
Passifs non courants	68 051	0	68 051
Passifs courants	11 925	+40	11 965
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	3 341	-	3 341

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2015 :

COMPTE DE RESULTAT (en K euros)	30.06.2015 (6 mois)	Retraitement IFRIC 21	30.06.2015 retraité (6 mois)
Chiffre d'affaires	6 807	-	6 807
Achats et autres charges externes	-2 377	-	- 2 377
Impôts et taxes	-55	-41	- 96
Charges de personnel	-843	-	- 843
Dotations nettes aux amortissements et provisions	-985	-	- 985
Autres produits d'exploitation	17	-	17
Autres charges d'exploitation	-160	-	- 160
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT CESSION DES ACTIFS DE PLACEMENT	**2 404**	**-41**	**2 363**
Résultat net de cession	-229	-	- 229
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**2 175**	**-**	**2 134**
Charges financières	-1 566	-	- 1 566
Produits financiers	188	-	188
RESULTAT FINANCIER	**-1 378**	**-**	**- 1 378**
Impôt sur les bénéfices	-130	+ 1	- 129
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	**667**	**-40**	**627**
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	76	-	76
RESULTAT NET CONSOLIDE	**743**	**-40**	**703**
dont part revenant au Groupe	660		620
dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	83		83
RESULTAT PAR ACTION	(€ par action)	(€ par action)	(€ par action)
De base	1,40 €	-0,08 €	1,32 €
Dilué	1,40 €	-0,08 €	1,32 €

Tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2015

(en K euros)	30.06.2015 (6 mois)	Retraitements IFRIC 21	30.06.2015 retraité (6 mois)
RESULTAT	**-743**	**-40**	**703**
Dont marge brute d'autofinancement après coût du financement et impôt	*3 159*	*-40*	*3 119*
Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôt	*3 181*	*-41*	*3 140*
Dont variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	*7 64*	*-41*	*723*
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**2 350**	**-**	**2 350**
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-761**	**-**	**-761**
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-1 573**	**-**	**-1 573**
VARIATION DE TRESORERIE	**16**	**-**	**16**
TRESORERIE A L'OUVERTURE – Cf. § 6.8	**6 225**	**-**	**6 225**
TRESORERIE A LA CLOTURE – Cf. § 6.8	**6 241**	**-**	**6 241**

NOTE V – INFORMATIONS SECTORIELLES ET DONNEES CHIFFREES

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

L'information sectorielle est présentée selon les trois activités du groupe et déterminée en fonction de son organisation et de la structure de son reporting interne.

1. Le pôle « investissement » dédié aux activités d'externalisation d'actifs et d'acquisition d'actifs dits d'opportunité. Il est composé principalement des entités suivantes : Foncière Atland, Foncière Atland Villejuif, Foncière Atland Keoland, MP Log, Luan Gramont, Le Grand Chemin, Foncière Atland Veoland, Speedland et Rue de la Découverte.

2. Le pôle « construction » dédié aux activités de développement de parcs d'activités ou logistiques et de réalisation de programmes clés en main. Il est composé principalement de Foncière Atland Valorisation, Foncière Atland Cormeilles en Parisis et Foncière Atland Cormeilles en Parisis III.

3. Le pôle « asset management » dédié à l'activité d'asset management et au montage d'opérations pour le Groupe ou pour compte de tiers. Il est composé de Foncière Atland Asset Management et Foncière Atland Reim.

Décomposition par pôle des actifs et passifs

01.01.2015 – 30.06.2015 (en K euros)	INVESTISSEMENT	ASSET MANAGEMENT
Actifs sectoriels	97 253	274
Impôts différés actifs	0	2
Créances d'impôts	1	4
Actifs détenus en vue de leur vente	5 095	0
TOTAL ACTIF	**102 349**	**280**
Passifs sectoriels	76 973	750
Capitaux propres consolidés	0	0
Impôts différés passifs	32	0
Dettes d'impôts	11	0
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	3 341	0
TOTAL PASSIF	**80 357**	**750**

Besoin en Fonds de Roulement	**11 215**	**- 528**
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	**3 977**	**0**

01.01.2015 – 30.06.2015 (en K euros)	CONSTRUCTION	Non Sectorisé (*)	Total au 30/06/2015
Actifs sectoriels	5 323	3 543	106 393
Impôts différés actifs	7	269	278
Créances d'impôts	2	0	7
Actifs détenus en vue de leur vente	0	0	5 095
TOTAL ACTIF	**5 332**	**3 812**	**111774**
Passifs sectoriels	2 246	4	79 973
Capitaux propres consolidés	0	28 416	28 416
Impôts différés passifs	0	0	32
Dettes d'impôts	0	0	11
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	0	0	3 341
TOTAL PASSIF	**2 246**	**28 420**	**111 774**

Besoin en Fonds de Roulement	**2 742**	**0**	**13 429**
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	**0**	**0**	**3 977**

(*) Les éléments de l'actif non sectorisé concernent essentiellement la trésorerie qui n'a pu être précisément affectée aux activités.

01.01.2014 – 30.06.2014 (en K euros)	INVESTISSEMENT	ASSET MANAGEMENT
Actifs sectoriels	107 829	192
Impôts différés actifs	0	1
Créances d'impôts	0	0
TOTAL ACTIF	**107 829**	**193**
Passifs sectoriels	88 197	611
Capitaux propres consolidés	0	0
Impôts différés passifs	0	0
Dettes d'impôts	158	0
TOTAL PASSIF	**88 355**	**611**

Besoin en Fonds de Roulement	**12 827**	**- 479**
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	**5 984**	**0**

01.01.2014 – 30.06.2014 (en K euros)	CONSTRUCTION	Non Sectorisé (*)	Total au 30/06/2014
Actifs sectoriels	4 593	4 604	117 218
Impôts différés actifs	3	101	105
Créances d'impôts	0	49	49
TOTAL ACTIF	**4 596**	**4 754**	**117 372**
Passifs sectoriels	2 350	5	91 163
Capitaux propres consolidés	0	25 731	25 731
Impôts différés passifs	0	0	0
Dettes d'impôts	0	320	478
TOTAL PASSIF	**2 350**	**26 116**	**117 372**

Besoin en Fonds de Roulement	**2 916**	**0**	**15 264**
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	**0**	**0**	**5 984**

(*) Les éléments de l'actif non sectorisé concernent essentiellement la trésorerie qui n'a pu être précisément affectée aux activités.

Résultats par pôles

01.01.2015 – 30.06.2015 (en K euros)	INVESTISSE-MENT	ASSET MANAGEMENT	CONSTRUC-TION	TOTAL au 30.06.2015
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	4 207	800	1 800	6 807
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	**4 207**	**800**	**1 800**	**6 807**
Dotations nettes aux amortissements et provisions	- 967	- 14	- 4	- 985
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 933	- 513	- 1 978	- 3 424
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 26	0	- 9	- 35
Résultat opérationnel	**2 281**	**273**	**- 191**	**2 363**
Résultat des cessions	**- 229**	**0**	**0**	**- 229**
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 1 119	0	- 49	- 1 168
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	- 203	0	- 7	- 210
Résultat financier	**- 1 322**	**0**	**- 56**	**- 1 378**
Résultat des activités courantes	**730**	**273**	**- 247**	**756**
Impôt sur les bénéfices	- 127	- 84	82	- 129
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	83	0	- 7	76
Résultat net de l'ensemble consolidé	**686**	**189**	**- 172**	**703**
Dont Résultat net – part du groupe	603	189	- 172	620
Dont Résultat net – part des participations ne donnant pas le contrôle	83	0	0	83

01.01.2014 – 30.06.2014 (en K euros)	INVESTISSE-MENT	ASSET MANAGEMENT	CONSTRUC-TION	TOTAL au 30.06.2014
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	4 457	2 288	0	6 745
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	**4 457**	**2 288**	**0**	**6 745**
Dotations nettes aux amortissements et provisions	- 1 259	- 12	- 6	- 1 277
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 694	- 609	- 499	- 1 802
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 2	- 10	- 5	- 17
Résultat opérationnel	**2 502**	**1 657**	**- 510**	**3 649**
Résultat des cessions	**0**	**0**	**0**	**0**
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 1 341	- 1	- 54	- 1 396
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	- 267	0	- 9	- 276
Résultat financier	**- 1 608**	**- 1**	**- 63**	**- 1 672**
Résultat des activités courantes	**894**	**1 656**	**- 573**	**1 977**
Impôt sur les bénéfices	-110	- 577	134	- 553
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	75	0	0	75
Résultat net de l'ensemble consolidé	**859**	**1 079**	**- 439**	**1 499**
Dont Résultat net – part du groupe	758	1 079	- 439	1 398
Dont Résultat net – part des participations ne donnant pas le contrôle	101	0	0	101

NOTE VI – PRECISIONS SUR CERTAINS POSTES DU BILAN CONSOLIDE

6.1. Immeubles de placement

Décomposition (En K euros)	Valeurs Brutes 30.06.15	Amortissements et dépréciations 30.06.15	Valeurs Nettes 30.06.15	Valeurs Brutes 31.12.14	Amortissements et dépréciations 31.12.14	Valeurs Nettes 31.12.14
Terrains	27 761	- 267	27 494	28 893	- 226	28 667
Constructions	59 611	- 14 149	45 462	65 444	- 15 401	50 043
TOTAL IMMEUBLES DE PLACEMENT	**87 372**	**- 14 416**	**72 956**	**94 337**	**- 15 627**	**78 710**

Variations (En K euros) 01.01.2015-30.06.2015	Valeurs Brutes	Amortissements et dépréciations	Reprises	Valeurs Nettes
31.12.2014	94 337	- 17 686	2 059	78 710
Augmentations	2 257	- 1 058	180	1 379
Diminutions	- 2 474	436	0	- 2 038
Reclassement immeubles de placement destinés à être cédés	- 6 748	1 653	0	- 5 095
30.06.2015	**87 372**	**- 16 655**	**2 239**	**72 956**

Les principales acquisitions et cessions d'immeubles de placement sont détaillées dans la note I – « Informations générales ».

Au 30 juin 2015, aucun frais financier n'a été incorporé dans le coût d'entrée des immeubles de placement.

La variation des dépréciations et amortissements inclut le solde de la provision pour dépréciation des immeubles de placement, au 30 juin 2015, qui se monte à **413 K€** contre **593 K€** au 31 décembre 2014, soit une reprise nette de **180 K€** sur la période.

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant :

Au 30.06.2015 (En K euros)	Valeurs nettes comptables	Valeurs d'expertise
Immeubles de bureaux, d'activités et centres commerciaux (1)	78 051	92 276
TOTAL	**78 051**	**92 276**

(1) Y compris actifs destinés à la vente

La règle de calcul d'évaluation des immeubles de placement, identique à celle appliquée dans les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2014, est la suivante :

- Les immeubles détenus depuis moins de six mois n'étant pas en principe soumis à une expertise immobilière, aucune provision n'est comptabilisée, sauf circonstances exceptionnelles.
  Le montant de la dépréciation est déterminé en tenant compte des amortissements qui seront constatés jusqu'à la date de cession.

- Pour les immeubles dont le processus de vente est engagé (décision du Comité d'Investissement et signature d'un mandat de vente), l'éventuelle moins-value latente est intégralement provisionnée.

Le patrimoine sous gestion (en propre et en club-deals) est expertisé deux fois par an au 30 juin et au 31 décembre et chaque actif est visité au moins une fois tous les deux ans ou

systématiquement dans le cas de la réalisation de travaux significatifs. Le Groupe a confié les travaux de valorisation à DTZ EUREXI, société d'évaluation d'actifs immobiliers, indépendante. Le principe général repose sur l'utilisation de deux méthodes : la capitalisation des revenus qui consiste à appliquer un taux de rendement à un revenu et la méthode des flux de trésorerie actualisés qui consiste à supposer la valeur du bien égale à la somme actualisée des flux attendus y compris la revente du bien au bout de 10 ans.

Les hypothèses suivantes, communes à toutes les expertises, ont été retenues :

- Taux d'indexation annuel des loyers et des charges compris entre 1% et 2,5% par an ;
- Droits de mutation à la sortie de 6,9%, ou frais de revente de 1,8% pour les immeubles en TVA ;
- Taux de capitalisation compris entre 6% et 9% fonction des actifs et de leurs caractéristiques propres.

Pour mémoire, au 31 décembre 2014, la situation était la suivante :

Au 31.12.14 (En K euros)	Valeurs nettes comptables	Valeurs d'expertise
Immeubles de bureaux, d'activités et centres commerciaux	78 710	91 656
TOTAL	**78 710**	**91 656**

6.2. Immeubles de placement destinés à la vente

Décomposition (En K euros)	Valeurs au 31.12.14	Acquisitions, créations et apports	Diminution par cessions	Autres mouvements, reclassements	Valeurs au 30.06.15
Immeubles de placement destinés à la vente	0	0	0	5 095	5 095
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**5 095**	**5 095**

Les immeubles de placement destinés à la vente sont constitués d'un actif de commerces situé à Labège sous promesse au 30 juin 2015 et dont la vente a été réalisée le 10 juillet 2015.

6.3. Actifs financiers

Décomposition (En K euros)	Valeurs Brutes 30.06.15	Dépréciations 30.06.15	Valeurs Nettes 30.06.15	Valeurs Nettes 31.12.14
Titres de participation non consolidés	3 730	0	3 730	3 730
Autres créances immobilisées	1 118	0	1 118	1 048
Autres titres immobilisés	11	0	11	7
Autres immobilisations financières	168	0	168	149
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	**5 027**	**0**	**5 027**	**4 938**

Les actifs financiers sont principalement constitués des titres non consolidés et créances rattachées dans le cadre des opérations de co-investissement.

6.4. Participation dans les entreprises associées

Décomposition (K euros)	Valeurs Brutes 30.06.15	Dépréciation 30.06.15	Valeurs Nettes 30.06.15	Valeurs Nettes 31.12.14
Participations dans les entreprises associées	759	- 2	757	742
TOTAL PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	**759**	**- 2**	**757**	**742**

En K euros	30.06.15	31.12.14
Valeur des titres en début de l'exercice	**742**	**667**
Part du groupe dans les résultats de l'exercice	76	166
Dividendes distribués	- 64	- 86
Autres	3	- 5
Valeur des titres en fin d'exercice	**757**	**742**

Conformément à l'application de norme IFRS 12, nous présentons ci-dessous les éléments financiers relatifs aux sociétés mise en équivalence :

En K euros	30.06.15	31.12.14
Actifs non courants	58 940	55 288
Actifs courants	6 792	5 333
Passifs non courants	37 641	35 788
Passifs courants	21 417	17 807

En K euros	30.06.15	31.12.14
Chiffre d'affaires	2 766	5 503
Résultat net des activités poursuivies	769	1 830
Résultat global total	**769**	**1 830**

6.5. Impôts différés

L'analyse des impôts différés actifs au 30 juin 2015 est la suivante :

Décomposition (En K euros)	30.06.15	31.12.14
Impôts différés actifs liés à des reports déficitaires	252	360
Différences temporaires	10	7
Autres différences	16	- 27
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIFS	**278**	**340**

Variations (En K euros) du 01.01.2014 au 31.12.2014	
31.12.2013	32
Augmentations	349
Diminutions	0
Autres différences	- 41
31.12.2014	**340**

Variations (En K euros) du 01.01.2015 au 30.06.2015	
31.12.2014	340
Augmentations	4
Diminutions	- 108
Autres variations	42
30.06.2015	**278**

Le groupe a comptabilisé un impôt différé actif en raison des économies d'impôts qu'il s'attend à obtenir à une échéance proche et fiable sur son secteur taxable.

6.6. Stocks et en-cours

Décomposition (en K euros)	Valeurs Brutes 30.06.15	Dépréciation 30.06.15	Valeurs Nettes 30.06.15	Valeurs Brutes 31.12.14	Dépréciation 31.12.14	Valeurs Nettes 31.12.14
Stocks et travaux en cours	16 098	- 30	16 068	15 220	- 30	15 190
TOTAL STOCKS ET TRAVAUX EN-COURS	**16 098**	**- 30**	**16 068**	**15 220**	**- 30**	**15 190**

Variations (en K euros) du 01.01.2014 au 31.12.2014	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
31.12.2013	2 747	- 30	2 717
Augmentations	14 630	0	14 630
Diminutions	- 2 157	0	- 2 157
31.12.2014	**15 220**	**- 30**	**15 190**

Variations (en K euros) du 01.01.2015 au 30.06.2015	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
31.12.2014	15 220	- 30	15 190
Augmentations	878	0	878
Diminutions	0	0	0
30.06.2015	**16 098**	**- 30**	**16 068**

Au 30 juin 2015, 97 K€ de frais financiers ont été incorporés dans le coût de revient des stocks. Au 31 décembre 2014, ils s'élevaient à 96 K€.

6.7. Créances clients et autres débiteurs

Décomposition (en K euros)	Valeurs Brutes 30.06.15	Dépréciation 30.06.15	Valeurs Nettes 30.06.15	Valeurs Brutes 31.12.14	Dépréciation 31.12.14	Valeurs Nettes 31.12.14
Créances clients	3 381	- 355	3 026	5 819	- 295	5 524
TOTAL CREANCES CLIENTS	**3 381**	**- 355**	**3 026**	**5 819**	**- 295**	**5 524**
Avances et acomptes versés	187	0	187	120	0	120
Créances sociales	1	0	1	2	0	2
Créances fiscales	798	0	798	530	0	530
Comptes courants débiteurs	271	0	271	151	0	151
Créances sur cessions d'immobilisations	492	0	492	1	0	1
Débiteurs divers	297	0	297	556	0	556
Charges constatées d'avance	139	0	139	48	0	48
TOTAL AUTRES DEBITEURS	**2 185**	**0**	**2 185**	**1 406**	**0**	**1 406**
TOTAL ACTIFS COURANTS	**5 566**	**- 355**	**5 211**	**7 227**	**- 295**	**6 932**

Le groupe n'a pas connu de défaut de paiement sur le premier semestre 2015. La provision pour dépréciation porte sur une créance liée à l'exploitation d'un immeuble de bureaux à Villejuif (94) (déjà dépréciées à 100 % à l'ouverture de l'exercice) ainsi que sur une créance concernant un actif de commerces à Cébazat (31) (dotation complémentaire nette de 60 K€ sur le semestre afin de porter la dépréciation à près de 100 % de la créance impayée).

6.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Décomposition (En K euros)	Valeurs Nettes 30.06.15	Valeurs Nettes 31.12.14
Valeurs mobilières de placement	1 471	1 950
Trésorerie	4 775	4 281
TOTAL TRESORERIES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE au bilan	**6 246**	**6 231**
Découverts bancaires	- 5	- 6
TOTAL TRESORERIES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE au sens du TFT	**6 241**	**6 225**

6.9. Capitaux propres

- ***Evolution du capital***

(en euro)	Nombre d'actions	Nominal	Total
31.12.2013	**469 890**	**55**	**25 843 950**
Emission d'actions gratuites (échéance du plan signé le 05/03/2012)	4 950	55	272 250
31.12.2014	**474 840**	**55**	**26 116 200**
30.06.2015	**474 840**	**55**	**26 116 200**

- ***Actions propres***

L'Assemblée Générale mixte du 13 mai 2015 a renouvelé le programme de rachat d'actions et a autorisé le Conseil d'Administration à acheter un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 1,30% du nombre des actions composant le capital de la société afin d'alimenter le contrat de liquidité signé le 9 janvier 2007 avec le CM-CIC Securities.

Le programme de rachat a été mis en œuvre, pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2015. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie et mise en œuvre sous la septième résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2014.

Sous l'empire de la délégation actuelle et précédente, le Conseil d'Administration a utilisé ce droit. Ainsi, au 30 juin 2015, le nombre d'actions auto-détenues est de 3 616.

Dans les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2015, ces actions ont été portées en déduction des capitaux propres et ont été exclues du nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

- ***Dilution***

Au 30 juin 2015, la société a émis huit plans d'actions gratuites dont un seul est encore en cours (pour 1 640 actions) selon le détail suivant :

Plan	Nombre d'actions atribuées	Date d'attribution des actions	Date d'acquisition prévisionnelle des actions	Plan en cours	Conditionnées	Non conditionnées
8	1 640	06/03/2014	06/03/2016	1 640	0	1 640
TOTAL	**1 640**			**1 640**	**0**	**1 640**

Pour le huitième plan, l'acquisition des actions au 6 mars 2016 est conditionnée à la présence des salariés à cette date.

Les attributions perdues sont liées soit au départ des salariés avant le terme du plan, soit au non-respect des objectifs dans le cadre des actions conditionnées.

- ***Résultat par action***

(en euros)	30.06.15	30.06.14 (1)
Résultat part du Groupe	620 456	1 398 076
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation (*)	470 901	464 763
Résultat de base par actions	**1,32 €**	**3,01 €**
Résultat part du Groupe utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	620 456	1 398 076
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action (*)	470 901	467 936
Résultat dilué par action	**1,32 €**	**2,99 €**

(*) y compris les actions auto-détenues
(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d'IFRIC 21

6.10. Passifs financiers courants et non courants

Décomposition (En K euros)	Valeurs 30.06.15	Valeurs 31.12.14
Emprunt obligataire non convertible	4 849	4 821
Coupons courus sur emprunt obligataire	318	250
Emprunts auprès des établissements de crédit	57 332	61 876
Emprunts - Crédit-bail	4 305	4 490
Juste valeur des instruments dérivés	465	592
Dettes financières diverses – Dépôts de garanties	728	759
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	**67 997**	**72 788**
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 433	3 503
Emprunts - Crédit-bail	356	334
Juste valeur des instruments dérivés	304	464
Dettes financières diverses – Dépôts de garanties	55	142
Concours bancaires courants	5	6
Intérêts courus non échus	193	333
TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS	**4 346**	**4 782**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS LIES AUX ACTIFS DESTINES A LA VENTE	**3 341**	**0**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	**75 684**	**77 570**

Echéancier (En K euros)	Moins d'un an	2 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt obligataire non convertible	0	0	4 849	0
Coupons courus sur emprunt obligataire	0	0	318	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 433	3 699	31 204	22 429
Emprunts relatifs aux immeubles de placement destinés à la vente	3 341	0	0	0
Emprunts - Crédit-bail	356	400	1 499	2 406
Juste valeur des instruments dérivés	304	261	204	0
Dettes financières diverses – Dépôts de garanties	55	0	523	205
TOTAL	**7 489**	**4 360**	**38 597**	**25 040**

Instruments de trésorerie

Au 30 juin 2015, le groupe utilise des instruments financiers de couverture de taux pour se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêts. Ces contrats ont fait l'objet d'une évaluation externe et leur juste valeur a ainsi donné lieu à la comptabilisation d'un actif de 18 K€ et d'un passif de 769 K€ contre un passif de 1 055 K€ au 31 décembre 2014.

Taux moyen de la dette

Le taux d'intérêt moyen du Groupe (hors emprunt obligataire) s'élève à 3,55% au 30 juin 2015 contre 3,54% au 31 décembre 2014. Avec la dette obligataire ce taux est de 3,79% contre 3,67% au 31 décembre 2014.

(Variations en K euros)	Emprunt obligataire non convertible	Emprunts auprès des établissements de crédit	Emprunts relatifs aux immeubles de placement destinés à la vente	Emprunts Crédits-bails
Solde au 31.12.2014	4 821	65 379	0	4 825
Augmentations	28	1 718	3 341	0
Remboursements	0	- 2 991	0	- 164
Reclassement emprunts sur immeubles de placement destinés à la vente	0	- 3 341	0	0
Solde au 30.06.2015	**4 849**	**60 765**	**3 341**	**4 661**

Covenants :

Au 30 juin 2015, l'encours total des dettes bancaires affectées à l'acquisition des actifs (hors intérêts courus non échus) est de 68 767 K€ hors dette obligataire (73 616 K€ avec la dette obligataire). Les prêts bancaires consentis contiennent pour certains les clauses d'exigibilité anticipée ainsi que des clauses de covenant couramment pratiquées (notamment exigence du maintien d'un LTV - « Loan to value » - compris entre 85 % et 95 % ainsi que d'un ICR - « Interest Cover Ratio » - supérieur à 120 %).

La société communique, de manière semestrielle, à la demande des organismes de crédits, l'évolution de ces ratios. Au 30 juin 2015, le groupe remplit l'ensemble de ses obligations contractuelles relatives à ces clauses d'exigibilité anticipée

Couverture de la dette :

Au 30 juin 2015, la position de taux est couverte à 73,40 % hors emprunt obligataire (75,16% y/c emprunt obligataire) contre 65,40 % au 31 décembre 2014 :

Montant en K euros	30/06/2015			31/12/2014		
	Taux fixe	Taux variable	TOTAL	Taux fixe	Taux variable	TOTAL
Emprunts et dettes financières	27 379	41 389	68 768	29 685	40 518	70 203
Obligations non convertibles	4 849	0	4 849	4 821	0	4 821
Passif financier net après gestion	**32 228**	**41 389**	**73 617**	**34 506**	**40 518**	**75 024**
En proportion hors emp. Obligataire	39,81%	60,19%	100%	42,28%	57,72%	100%
En proportion y/c emp. Obligataire	*43,78%*	*56,22%*	*100%*	*45,99%*	*54,01%*	*100%*
Passif financier net avant gestion	**32 228**	**41 389**	**73 617**	**34 506**	**40 518**	**75 024**
Couverture						
Juste valeur positive		*-18*	*-18*		*0*	*0*
Juste valeur négative		*769*	*769*		*1 055*	*1 055*
Total couverture		751	751		1 055	1 055
Passif financier net après gestion	**32 228**	**42 140**	**74 368**	**34 506**	**41 573**	**76 079**

Echéancier (En K euros)	30/06/2015			31/12/2014		
	Taux fixe	Taux variable	TOTAL	Taux fixe	Taux variable	TOTAL
Capital restant dû couvert y/c emp obligataire	32 228	23 100	55 328	34 506	16 229	50 735
Capital restant dû couvert hors emp.obligataire	27 379	23 100	50 479	29 685	16 229	45 914
% des dettes couvertes hors emp. Obligataire	100,00%	55,81 %	**73,40%**	*100,00%*	*40,05%*	***65,40%***
% des dettes couvertes totales	*100,00%*	*55,81%*	**75,16%**	*100,00%*	*40,05%*	***67,63%***

Endettement net :

Au 30 juin 2015, l'endettement net est le suivant (y compris emprunt obligataire) :

En Keuros	30/06/2015	31/12/2014	31/12/2013
Total des passifs financiers courants et non courants	75 684	77 570	75 087
Juste valeur des Instruments dérivés à l'actif	-18	0	0
Trésorerie disponible	- 6 246	- 6 231	- 9 324
Endettement net	**69 420**	**71 339**	**65 763**
Juste valeur nette des instruments de couverture	**- 769**	**- 1 055**	**- 2 640**
Endettement net hors juste valeur des couvertures	**68 652**	**70 284**	**63 123**

Loan to Value :

Au 30 juin 2015, le groupe dispose d'une structure financière qu'il considère adaptée à ses objectifs. Le niveau d'endettement net correspond à 57,80 % de la valeur de marché des immeubles de placement, des actifs en cours de construction et de la juste valeur des titres non consolidés contre un peu plus de 60% à fin 2014 (57,2% hors impact de la couverture de taux contre 59,4% à fin 2014) :

En Keuros	30/06/2015	31/12/2014	31/12/2013
Juste valeur des immeubles et des immeubles destinés à la vente	92 276	91 656	97 574
Juste valeur des actifs en cours de construction	20 659	19 869	2 717
Juste valeur des titres de participation	7 179	6 774	3 611
TOTAL juste valeur des actifs	**120 114**	**118 299**	**103 902**
Endettement net avec juste valeur des couvertures de taux	69 420	71 339	65 763
% Part de l'endettement (yc couverture) sur les actifs	**57,8 %**	**60,3%**	**63,3%**
Endettement net hors juste valeur des couvertures de taux	68 652	70 284	63 123
% Part de l'endettement (hors couverture) sur les actifs	**57,2%**	**59,4%**	**60,8%**

Certains biens font l'objet d'hypothèques telles que décrites dans le paragraphe relatif aux engagements hors bilan (cf. note VIII « Informations complémentaires » - § 8.1.).

Juste valeur des instruments financiers par catégorie comptable :

		Actifs et passifs désignés à la juste valeur par résultat	Instruments dérivés de couverture	Instruments financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	**Total valeur nette comptable**	Cotations sur un marché actif	Modèle interne sur des données observables	Modèle interne sur des données non observables
Titres immobilisés non consolidés	6.3			3 730	11		**3 741**		3 741	
Instruments dérivés de couverture		18					**18**		18	
Dépôts de garantie versés							**0**			
Comptes courants et autres créances financières	6.3				1 118		**1 118**		1 118	
Valeurs mobilières de placement	6.8	1 471					**1 471**	1 471		
Disponibilités et trésorerie	6.8				4 925		**4 925**	4 775	150	
TOTAL ACTIFS FINANCIERS		**1 489**	**0**	**3 730**	**6 054**	**0**	**11 273**	**6 246**	**5 027**	**0**
Emprunts obligataires	6.10					5 251	**5 251**		5 251	
Emprunts auprès des étabs de crédit	6.10					60 874	**60 874**		60 874	
Emprunts relatifs aux immeubles destinés à la vente	6.10					3 341	**3 341**		3 341	
Emprunts crédits-bails	6.10					4 661	**4 661**		4 661	
Instruments dérivés de couverture	6.10	738	31				**769**		769	
Dépôts de garantie reçus	6.10					309	**309**		309	
Découverts bancaires	6.10					5	**5**	5		
Fonds propres	6.10					475	**475**		475	
TOTAL PASSIFS FINANCIERS		**738**	**31**	**0**	**0**	**74 916**	**75 685**	**5**	**75 680**	**0**

6.11. Dettes fournisseurs et autres dettes

Décomposition (En K euros)	30.06.15	31.12.14
Fournisseurs	2 157	1 707
Fournisseurs d'immobilisations	270	0
Dettes fournisseurs	**2 427**	**1 707**
Provisions courantes (1)	30	2 330
Dettes sociales et fiscales	982	1 058
Dette d'impôt	11	235
Charges appelées d'avance	1 273	566
Comptes courants	177	185
Dettes diverses	24	33
Produits constatés d'avance (dont loyers perçus d'avance)	2 695	2 291
Autres créditeurs	**5 192**	**6 698**
TOTAL des autres PASSIFS COURANTS	**7 619**	**8 405**

(1) Pour la variation, se référer à la note 8.2

6.12. Besoin en fonds de roulement

Echéancier (En K euros)	30.06.15	31.12.14
Actifs courants	**20 787**	**22 122**
Stocks et en cours	16 068	15 190
Créances clients et autres débiteurs	4 719	6 932
Passifs courants	**7 368**	**8 187**
Fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations) et autres dettes	2 157	1 707
Autres créditeurs	5 211	6 480
TOTAL BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**13 419**	**13 935**

En K euros	30.06.15
Total besoin en fonds de roulement au 31/12/2014	13 935
Variation du besoin en fonds de roulement du tableau des flux de trésorerie	-723
Autres	+207
Total besoin en fonds de roulement au 30/06/2015	**13 419**

NOTE VII – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1. Chiffre d'affaires

(en K euros)	30.06.15 (6 mois)	30.06.14 (6 mois)
Investissement (revenus locatifs)	4 207	4 457
Construction	1 800	0
Asset management	800	2 288
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	**6 807**	**6 745**

7.2. Résultat financier

(en K euros)	30.06.15	30.06.14
Produits financiers	187	67
Charges financières	- 1 559	- 1 739
Juste valeur des valeurs mobilières de placement	1	0
Coût de l'endettement financier net	**- 1 371**	**- 1 672**
Juste valeur des contrats de couvertures	- 7	0
Autres	0	0
Autres produits et charges financiers	**- 7**	**0**
RESULTAT FINANCIER	**- 1 378**	**- 1 672**

7.3. Résultat de cession net d'actifs non courants

(En K euros)	30.06.15	30.06.14
Produits de cession d'immeubles de placement	2 290	0
Frais de cession	- 501	0
Produits de cession d'immeubles de placement (valeur nette)	1 789	0
Valeur nette comptable des immeubles de placement cédés	- 2 018	0
RESULTAT DE CESSION NET D'ACTIFS NON COURANTS	**- 229**	**0**

7.4. Impôts sur les bénéfices

(en milliers d'euros)	30.06.15	30.06.14
Impôts exigibles	- 129	- 626
Impôts différés	0	73
IMPOTS SUR LES BENEFICES	**- 129**	**- 553**

En raison de son option pour le régime SIIC en date du 1er avril 2007, Foncière Atland n'est plus soumise aux dispositions de droits communs pour le secteur exonéré relatif à son activité de foncière.

Le taux effectif d'impôt qui ressort du compte de résultat consolidé diffère du taux normal d'impôt en vigueur en France. L'analyse des origines de cet écart est présentée ci-dessous :

(en K euros)	30.06.15	30.06.14 (1)
Résultat net après impôt	703	1 499
Résultat des participations dans les entreprises associées	- 76	- 75
Impôts sur les bénéfices	129	553
Résultat des activités courantes avant impôts	**845**	**1 977**
Taux constaté	15,26 %	27,97 %
Taux d'imposition réel	33,33 %	33,33 %
Charge d'impôt théorique	281	659
Produit d'impôt théorique	0	0
Différence entre l'impôt théorique et les impôts sur le résultat	**152**	**106**
Cet écart s'explique comme suit :		
Effets des différences permanentes	- 4	- 2
Effet net des impôts différés non constatés en social	0	0
Effet du sous palier soumis au régime SIIC – Résultat exonéré	156	108
Incidence des reports déficitaires antérieurs	0	0
	152	**106**
Ecart net	**0**	**0**

(1) Les comptes intermédiaires 2014 ont été retraités de l'impact lié à l'application d'IFRIC 21

NOTE VIII – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

8.1. Engagements hors bilan

8.1.1. Engagements auprès des organismes prêteurs

Au titre des sociétés intégrées globalement, les engagements sont les suivants :

- Délégation de loyers portant sur 43 665 K€,
- Inscription en privilèges de prêteurs de deniers portant sur 29 462 K€,
- Hypothèque ou promesse d'affectation hypothécaire portant sur 41 317 K€,
- Nantissement de parts sociales portant sur 26 229 K€,
- Engagement de non cession de parts portant sur 3 653 K€,
- Indemnité de remboursement anticipé portant sur 24 133 K€,
- Caution solidaire portant sur 262 K€.

8.1.2. Description générale des principales dispositions des contrats de locations

Au 30 juin 2015, l'ensemble du patrimoine du groupe est localisé en France, et se trouve donc régi par le droit français.

La durée résiduelle ferme des baux s'établit à 4,2 années au 30 juin 2015.

Le loyer est habituellement perçu trimestriellement à échoir et est indexé annuellement et en totalité sur l'indice INSEE du coût de la construction.

Revenus minimaux garantis dans le cadre des contrats de location simple signés au 30 juin 2015

Les loyers futurs minimaux à recevoir jusqu'à la prochaine date de résiliation possible au titre des contrats de location simple se répartissent ainsi :

(en K€)	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total
Loyers minimaux garantis	**8 585**	**19 947**	**8 974**	**37 506**

Au 31 décembre 2014, la situation était la suivante :

(en K€)	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total
Loyers minimaux garantis	**8 202**	**17 796**	**8 654**	**34 652**

8.1.3. Etat des promesses signées

Etat des promesses d'achat signées :

Date de promesse	Nature de l'opération	Ville	Typologie	Coût d'achat prévisionnel (K€)
27/03/2014	Construction	Massy (91)	Terrain à bâtir	1 330
10/07/2015	Construction	Cormeilles en Parisis (95)	Terrain à bâtir	578

Etat des promesses de ventes signées :

Date de promesse	Ville	Typologie
21/05/2015	Labège (31)	Immeuble de placement

8.1.4. Autres engagements donnés

Dans le cadre de la cession de l'immeuble de Brest, Foncière Atland s'est engagée vis-à-vis de l'acquéreur à prendre en charge un montant maximum de 22 K€ relatif au coût à supporter pour la remise en état du bien pour une durée indéterminée à compter de la vente.

8.1.5. Engagements obtenus

La signature de l'accord de partenariat avec VEOLIA en date du 30 décembre 2008 s'est accompagnée de l'obtention d'une caution donnée par VEOLIA pour le compte de ses filiales au bénéfice du groupe Foncière Atland. Par ces actes, VEOLIA garantit le montant des loyers TTC dus jusqu'à la date d'expiration du bail. Le montant ainsi cautionné s'élève à 12 993 K€.

L'accord de partenariat signé avec KEOLIS, d'une durée de 5 ans, s'est accompagné de l'obtention :

- d'un cautionnement de loyers pour un montant total 3 442 K€,
- d'une caution bancaire pour un montant total de 1 025 K€.

La signature de l'accord de partenariat avec SPEEDY France s'est accompagnée de l'obtention d'un cautionnement bancaire pour un montant total de 290 K€.

La signature de contrats de baux avec les locataires actuels des immeubles de bureaux à Labège et d'activités à Amiens Glisy s'est accompagnée de l'obtention d'une caution bancaire de 278 K€.

Au titre de son activité de gestion pour compte de tiers, Foncière Atland REIM a obtenu de la Caisse de Garantie de l'Immobilier une garantie financière de 5 M€.

Au titre de son activité de transaction, Foncière Atland REIM a obtenu de la Caisse de Garantie de l'Immobilier une garantie financière de 120 K€.

8.2. Evénements postérieurs au 30 juin 2015

Foncière ATLAND a procédé à la cession le 10 juillet 2015 de l'immeuble de bureau (porté par la SCI NEGOCAR) et loué à Capitole Finance. Le Taux de Rendement Interne de l'opération est proche d'environ 14%.

Foncière Atland a signé le 24 juillet 2015 un bail commercial de 9 ans fermes avec le groupe Siemens sur le site de Toulouse – 5 rue Paul Mesplé. Ce site d'une surface de 3 800 m² environ vient d'être libéré par la société Eca-Sinters et va faire l'objet de travaux de rénovation pour le compte du nouveau preneur. Il génèrera un loyer annuel de 0,4 M€ HT.

Début février 2015, la cour d'appel de Bordeaux a rendu son arrêt dans le cadre du contentieux qui oppose Foncière Atland à un partenaire au motif d'une rupture abusive de

contrat, condamnant la société Foncière Atland à verser une somme de 2,3 M€, montant intégralement provisionné dans les comptes 2014 et payé au cours du premier semestre 2015. Foncière Atland, après étude avec ses conseils des voies de recours possibles en vue de contester cet arrêt, s'est pourvue en cassation en avril 2015 et a déposé ses conclusions en juillet 2015 estimant ses arguments légitimes et valides en droits.

8.3. Passifs éventuels

Aucun évènement

8.4. Transactions avec les parties liées

L'objet de la présente note est de mettre en évidence les relations qui existent entre le Groupe, ses actionnaires (ou représentants) et ses dirigeants.

- Rémunération et autres avantages versés aux dirigeants pour 30 K€ (idem au 30/06/2014),
- Jetons de présence comptabilisés à hauteur de 19 K€ (contre 17 K€ au 30/06/2014),
- Charge liée à la redevance « marque » pour 10 K€ (idem au 30/06/2014),
- Contrats de prestations de services administratives conclus avec ATLAND S.A.S., société mère : la charge de l'exercice est de 390 K€ (contre 425 K€ au 30/06/2014),
- Chiffre d'affaires intra groupe pour 2 353 K€ (contre 389 K€ au 30/06/2014),
- Créances clients pour 87 K€ dont 86 K€ intra groupe (contre 11 K€ au 30/06/2014),
- Dettes fournisseurs pour 209 K€ (contre 162 K€ au 30/06/2014),
- Autres créances pour 1 K€ (contre 18K€ au 30/06/2014),
- Autres dettes pour 356 K€ dont intra groupe pour 337 K€ (contre 154 K€ au 30/06/2014),
- Produits constatés d'avance intra groupe pour 115 K€ (contre 108 K€ au 30/06/2014),
- Comptes courants débiteurs intra groupe pour 224 K€ (contre 154 K€ au 30/06/2014),
- Comptes courants créditeurs intra groupe pour 177 K€ (contre 184 K€ au 30/06/2014),
- Actifs financiers pour 4 848 K€ (contre 4 985 K€ au 30/06/2014).

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Foncière Atland - Société Anonyme

Siège social : 10, avenue George V - 75008 Paris
Capital social : €.26.116.200

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015

Période du 1er janvier 2015 au 30 juin 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Foncière Atland, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les deux notes suivantes :

- la note 6.1 de l'annexe qui expose les modalités de prise en compte de la juste valeur des immeubles de placement ;
- la note 4.2 de l'annexe qui expose l'incidence sur les comptes du changement de méthode comptable liée à l'application d'IFRIC 21.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Paris, le 29 juillet 2015

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit IS	Denjean & Associés
Philippe Mathis	Clarence Vergote
Associé	*Associée*